COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

C.P.S. N°71 (10 F)

2 MARS 1998

«On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme» (Lénine)

COMITE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

POUR LA RUPTURE DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES (PARTIS ET SYNDICATS) AVEC LA BOURGEOISIE, AVEC LE GOUVERNEMENT

Les élections régionales et cantonales auront lieu les 15 et 22 mars, soit neuf mois après la défaite retentissante de Chirac, du RPR et de l'UDF, lors des élections législatives anticipées. Le moins que l'on puisse dire, c'est que ces élections ne suscitent guère l'intérêt du prolétariat et de la jeunesse.

Ce n'est pas que les pouvoirs des conseils généraux et régionaux soient nuls. Ils n'ont cessé de s'accroître depuis les premières lois de décentralisation de 1982, marchant de pair avec les attaques successives menées par les gouvernements au compte du capital contre le code du travail, le statut de la fonction publique et l'enseignement public. Mais, au moins confusément, le prolétariat ressent que la solution aux problèmes qui l'assaillent est politique, se situe au niveau du pouvoir, donc du gouvernement.

Et précisément, les dirigeants des vieilles organisations ouvrières (partis et syndicats) mènent une politique de trahison qu'ils assument de plus en plus ouvertement. Ils mènent l'offensive, appuyés sur la défaite historique du prolétariat qu'est la restauration du capitalisme dans les pays de l'ex-URSS et dans l'est de l'Europe, pour enfermer politiquement la classe ouvrière dans le cadre de leur "gestion honnête et loyale" du régime capitaliste. Conjugué à l'absence totale de parti ouvrier révolutionnaire, cela semble lui fermer toute issue.

9 MOIS DE GOUVERNEMENT JOSPIN-GAYSSOT-CHEVÈNEMENT-VOYNET-KOUCHNER

Dissolvant l'Assemblée nationale, Chirac escomptait se doter d'une majorité à la botte pour cinq ans. Il s'appuyait sur la liquidation par les appareils syndicaux des possibilités d'une nouvelle vague surgissant des profondeurs de la classe ouvrière, appuyée sur celle de novembre-décembre 1995.
La crise de la bourgeoisie et le rejet de sa politique par le prolétariat et la jeunesse l'ont fait échouer. Une majorité relative de députés PS et PCF a été élue à l'Assemblée. Mais les exigences du capital demeurent.

Neuf mois après les élections législatives, il n'est pas besoin de faire une liste exhaustive de ce qu'a été la politique du gouvernement dirigé par Jospin. Rappelons: fermeture de Renault Vilvorde, envoi de troupes en Afrique, privatisation de France-Télécom, budget d'austérité ordonné par la perspective de l'entrée dans l'Euro, "plan emplois-jeunes" de guerre contre le statut de la fonction publique, loi Chevènement qui entérine et aggrave les lois Pasqua Debré.

Et, le 10 février, les députés ont voté la loi dite des "35 heures". Elle donne une puissante impulsion à l'annualisation du temps de travail, la flexibilité et la baisse des salaires, en même temps qu'elle prépare le dynamitage du SMIC (le présent éditorial et un article de CPS reviennent sur cette loi).

Ce qui s'est produit en France s'est produit dans de nombreux pays d'Europe: les prolétariats utilisent le vote pour leurs organisations traditionnelles, contre les partis bourgeois, mais se retrouvent confrontés à la politique de plus en plus ouvertement pro-capitaliste des gouvernements soutenus par ces partis, dans l'absence apparente d'alternative politique.
En France, c'est le gouvernement dirigé par Jospin, qui, de par sa composition, est un gouvernement de type front populaire, mais dont la teinte de front populaire est délavée, dégénérée.

Jusqu'où compte aller le gouvernement dirigé par Jospin? Pour le savoir, il suffit de se tourner vers la Grande-Bretagne.

DÉGÉNÉRESCENCE DU MOUVEMENT OUVRIER: TONY BLAIR OUVRE LA VOIE

Le 5 janvier, le gouvernement Blair soutenu par le Labour Party lançait une "*croisade nationale pour l'emploi*". En fait, c'est d'une croisade contre la jeunesse qu'il s'agit. Les jeunes de douze zones géographiques "pilotes" devront accepter des "stages" et autres "formations", faute de quoi ils perdront tout droit aux allocations chômage. Le "New labour" de Blair tient le discours suivant: "on" ne doit plus "*faire la grasse matinée au lit au lieu de chercher un emploi*" (CPS 66 a publié un article important sur la Grande-Bretagne).

Déjà, la même morale "victorienne", et le thème de la "lutte pour l'emploi", ont justifié la mise en cause et la diminution des allocations sociales pour les mères célibataires, pour les

handicapés, ainsi que la liquidation de la gratuité de l'accès à l'enseignement supérieur pour les étudiants.
Bien entendu, ces mesures ont suscité des réactions, jusque parmi les députés travaillistes. Mais elles sont passées.

Tony Blair et la direction du New Labour entendent tracer une voie. Ils sont la pointe avancée de la prise en charge ouverte et cynique des besoins de la bourgeoisie par les partis traditionnels de la classe ouvrière, et donc du désarmement politique de celle-ci. Deux initiatives récentes le soulignent.

"*ALLIANCE PATRIOTIQUE*" ET "NOUVELLE INTERNATIONALE"

Le 20 janvier, à la Haye, Blair proposait ouvertement aux conservateurs et libéraux favorables à la participation de la Grande-Bretagne à l'Euro une "*alliance patriotique*", qu'il définissait ainsi:

> *"une alliance de gens qui croient que les valeurs britanniques de créativité, de tolérance, de justice et de démocratie peuvent influencer la forme et les objectifs de l'Europe. C'est une alliance de ceux qui croient que notre prospérité future peut être déterminée par la réussite de l'Europe".*

En d'autres termes: réaliser l'union nationale pour défendre l'impérialisme britannique au sein de l'Union européenne.
Puis le 7 février, dans une interview au *Guardian*, Blair proposait la création d'une nouvelle internationale, située "*entre la vieille gauche et la nouvelle droite*", "internationale" incluant... le Parti démocrate américain! D'ores et déjà, une conférence commune entre le Labour Party et le Parti démocrate est prévue pour mai, à Londres.
La même tendance s'exprime partout, mais à des degrés divers, en Europe. C'est notamment le cas en Italie.

ITALIE: VERS LA DISSOLUTION DU P.D.S.?

Du 12 au 14 février, à Florence, le PDS impulsait la formation d'un bloc politique, les "Démocrates de gauche", regroupant autour de lui les restes du PSI, et dans un inventaire à la Prévert que Le Monde des 15-16 février récite: "*les républicains de gauche, les communistes unitaires, les chrétiens-sociaux et les labouristes ainsi plusieurs associations et les amis de Giuliano Amato*".

Le nouveau parti devrait être créé dans un an. On ne peut faire de pronostics quant à la réalisation finale de cette fusion, et moins encore quant aux rapports existant au sein du nouveau parti. A l'étape actuelle, chaque composante garde ses propres structures.

Mais il faut déjà souligner: l'emblème de la nouvelle coalition est celui du parti socialiste européen: une rose et ... le drapeau de l'Union Européenne, sous le signe duquel se constitue donc cette fédération. Le marteau et la faucille, conservés jusqu'ici dans le sigle du PDS passent à la trappe. Il s'agit bien d'un nouveau développement dans la direction tracée par la formation de la coalition de l'Olivier et le soutien à la politique menée par le gouvernement Prodi (voir CPS n°70).

C'est sur cette même tendance, dont le "New Labour" de Tony Blair est la pointe avancée, que s'alignent en France le PS et le PCF, en soutenant le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner.

RÉGIONALES, CANTONALES: INTERDIRE L'EXPRESSION D'UN VOTE DE CLASSE

Le 22 janvier, la coalition PS-PCF-Radicaux-Verts-Mouvement des citoyens, dite de la "gauche plurielle" publiait une déclaration commune dans laquelle on lit:

> *"Nous voulons poursuivre notre démarche de rassemblement pour les élections régionales de mars 1998 (...) Réunis au sein de la majorité qui inspire et soutien l'action du gouvernement de Lionel Jospin, nous voulons que cette démarche réussisse."*

Il s'agirait en particulier de:

> *"faire des conseils régionaux un atout supplémentaire pour susciter et réussir la réduction du temps de travail à 35 heures sans diminution de salaire et avec création d'emplois correspondant"*

Sur une telle base, ces partis et organisations s'engagent à:

> *"oeuvrer partout où cela est possible à la constitution de listes communes".*

François Hollande, premier secrétaire du PS, toujours modeste, allait jusqu'à qualifier cet accord "*d'historique*".

De quoi s'agit-il? C'est clair: alors qu'une part croissante de la population laborieuse rejette et condamne la politique du gouvernement, cet accord tire le verrou dans la quasi-totalité des départements. Il n'y sera pas possible que s'exprime l'exigence de la classe ouvrière d'une autre politique, d'un autre gouvernement, exigence qu'elle ne peut adresser qu'à ses organisations traditionnelles, le PS, le PCF.

Le dispositif ainsi mis en place enferme la classe ouvrière et la jeunesse dans ces élections dans un pseudo choix entre d'une part, des listes de coalition ouvertes avec la bourgeoisie, placées sous le signe du soutien au gouvernement, et d'autre part les listes RPR, UDF, et Front national.

LES PARTIS BOURGEOIS TRADITIONNELS TOUJOURS EN CRISE

Une chose est en tout cas certaine: la crise des partis bourgeois se poursuit et va s'exprimer une nouvelle fois dans ces élections. Seguin lui-même l'affirmait le 14 février, à Tours:

> *"Si j'avais été maître du calendrier, j'aurais probablement donné quelques semaines ou quelques mois supplémentaires pour achever de nous refaire une santé".*

Il parle en connaissance de cause: les assises du RPR, dont il était le maître d'œuvre, ont rejeté la proposition de changement de nom qu'il y soumettait. Il a même dû subir, à la tribune, douze minutes d'ovations... pour le vrai chef du RPR: Jaques Chirac, président de la république de son état.

Que Chirac soit le point d'appui central pour les partis bourgeois et d'abord pour son parti, le RPR est tout à fait logique, d'autant plus qu'il est renforcé en permanence par la politique du gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner et l'attitude de celui-ci à son endroit. En

particulier, mentionnons l'opération d'union nationale réalisée autour de l'attentat qui a tué le préfet de Corse, où l'attitude des dirigeants des organisations ouvrières pendant la "crise irakienne": tous derrière Chirac, en tant que garant de "l'unité nationale".

Cette crise des partis bourgeois traditionnels s'exprime surtout par le poids croissant du FN, qui à son tour la nourrit. En 1992, le PS s'effondrait, le RPR et l'UDF prenaient le contrôle de 20 des 22 conseils régionaux. Le rôle de plus en plus central du FN interdit qu'une telle situation se reproduise.

Dans de telles conditions, le gouvernement peut espérer, et il fait tout en ce sens, que le résultat des régionales lui fournira un point d'appui pour justifier et poursuivre sa politique, utilisant frauduleusement le vote qu'émettront des millions de travailleurs et de jeunes pour ne pas laisser le RPR, l'UDF, sans parler du FN, contrôler les conseils régionaux et généraux.

LE GOUVERNEMENT POURSUIT SA MISSION

Le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner a donc à son compte un bilan assez impressionnant au compte du Capital. Il ne compte pas s'en tenir là.

Sont prévues, entre autres attaques: la poursuite des privatisations, et notamment celle d'Air France, pour laquelle le gouvernement propose aux pilotes ... une baisse de leurs salaires (en "échange" d'actions de la compagnie). Au printemps: la loi sur les fonds de pension dont l'annonce inspirait au *Monde* du 11 décembre 1997 le titre suivant: "*le gouvernement veut relancer les fonds de pension pour dynamiser la bourse*".

Également au programme: deux lois se situant dans la totale continuité du gouvernement Chirac-Juppé: la loi "sur l'exclusion", ainsi que "le statut social de l'étudiant", c'est à dire la destruction des acquis sociaux des étudiants, prévue par la "réforme" Bayrou de l'Université, mais qui n'a pu être réalisée jusqu'ici.

La mise en œuvre du plan Juppé se poursuit: un basculement massif des cotisations ouvrières sur la CSG a été opéré depuis le premier janvier, et le gouvernement prévoit la suite: l'offensive contre l'hôpital public. Des "États généraux de la santé" sont prévus pour le mois de juin. Évidemment, cela met au centre la question du boycott de ces États généraux par les dirigeants syndicaux: leur participation n'aurait d'autre signification que d'accepter par avance les nouveaux coups contre l'hôpital public que ces États généraux doivent cadrer.

Enfin, le gouvernement compte poursuivre l'offensive engagée contre l'enseignement public (voir l'article dans ce CPS).

Mais l'élément central, décisif, de la politique du gouvernement, c'est la poursuite de la destruction des acquis sous couvert de 35 heures, que le vote de la loi le 10 février n'a fait qu'inaugurer, et que le gouvernement a pour première tâche d'impulser et de poursuivre.

"POUR APPLIQUER LA LOI DES 35 HEURES, IL EST INÉVITABLE DE REMETTRE LES CONVENTIONS COLLECTIVES EN JEU" (ERNEST ANTOINE SELLIÈRE)

Le vote, le 10 février, de la loi d'orientation et d'incitation à la réduction du temps de travail est un coup très dur porté à toute la classe ouvrière. Elle inaugure une étape de "négociations" dont le résultat est connu à l'avance: plus de flexibilité, annualisation du temps de travail et baisse des salaires. Un article du présent numéro de CPS revient sur son contenu, ainsi que sur les aggravations apportées au projet initial lors du débat à l'Assemblée.

Malgré les efforts immenses déployés depuis le 10 octobre par le gouvernement, le PS, le PCF, les dirigeants syndicaux, pour mystifier le prolétariat, la vérité s'est peu à peu imposée. Sous le feu des projecteurs du débat parlementaire, le maquillage visant à travestir la satisfaction des revendications patronales en "*l'avancée la plus importante depuis 1936*" (L.Viannet) s'est estompé, et les dirigeants syndicaux ont dû modifier sensiblement leur discours.
Le 27 janvier, la direction de FO publiait un communiqué dans lequel elle "*regrettait que le gouvernement soit de plus en plus sensible aux sirènes patronales*".
Pour sa part, après le vote, la direction de la CGT affirmait que ce projet:

> "*affirmait un certain nombre de choix positifs*",

par bien des aspects, il:

> *"ne peut être perçu par le patronat que comme un encouragement à abaisser encore le niveau des salaires et à développer flexibilité et annualisation".*

En somme, il y aurait dans ce projet à boire et à manger, aux travailleurs de faire le tri dans les négociations de branche et d'entreprise, ce qu'écrit l'éditorial de *l'Humanité* au lendemain du vote en ces termes,:

> *"beaucoup va donc dépendre de la promptitude du mouvement social à se saisir des possibilités ouvertes par l'existence de cette nouvelle loi".*

En clair, il s'agit pour le PCF comme les directions syndicales, d'engager le travailleurs dans la "négociation" entreprise par entreprise ou branche par branche, dans le cadre de la loi.

Mais l'aboutissement inéluctable de toutes ces "négociations" a été donné sans fard par le président du CNPF, "Ernest Antoine", le 14 février sur Radio Classique:

> *"pour appliquer la loi des 35 heures, il est inévitable de remettre les conventions collectives en jeu "*

Le baron Sellière, une fois n'est pas coutume, dit ce qui est. Le 2 février, l'Association Française des Banques dénonçait la convention collective de la branche. Et elle n'est pas la seule: dans de multiples entreprises et branches, le patronat a pris l'offensive. Ainsi, un accord signé à la Cie Générale des eaux donne le ton: passage aux 35 heures depuis le premier janvier, accompagné d'une "*baisse temporaire des salaires*", d'une plus grande flexibilité (ouverture sur six jours au lieu de cinq) et de la suppression des heures supplémentaires!
Les dirigeants syndicaux, et d'abord ceux de la CGT et de FO, sont responsables de la défaite sans combat qu'est pour la classe ouvrière l'adoption de cette loi. C'était leur responsabilité que de dresser le prolétariat contre ce projet, d'appeler à une manifestation en masse à l'Assemblée pour en exiger le retrait.

Et maintenant, s'engageant sur le terrain des négociations d'entreprise, les dirigeants syndicaux poursuivent le cadenassage, et ne manqueront pas d'opposer aux réactions inévitables au sein des entreprises cet argument: "la loi a été votée, il faut l'appliquer".

Revendiquer des dirigeants syndicaux à tous les niveaux qu'ils boycottent et organisent le boycott des négociations d'entreprise ou de branche est indispensable, mais tout est ordonné par la revendication qu'ils organisent le combat pour l'abrogation de la loi dite "des 35 heures".

EMBELLIE ÉCONOMIQUE...

Avec la loi dite "des 35 heures", le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner pave la voie au capitalistes pour intensifier encore l'exploitation de la classe ouvrière. Il faut dire ce qui est: c'est précisément le développement incessant de celle-ci qui explique que l'économie française connaisse aujourd'hui une phase de croissance réelle. Les profits des entreprises battent des records, nourrissant la hausse des marchés boursiers, qui sont repartis à l'assaut de leurs records antérieurs.
La preuve: ce sont les USA qui sont au cœur de la poursuite de la croissance mondiale. La croissance pour l'année 1997 y frôle les 4%, alors que tous les économistes s'attendaient à un ralentissement, qu'ils espéraient être progressif, le "soft landing". Symbole de cette situation: le budget fédéral est équilibré, pour la première fois depuis trente ans!
Bien entendu, les déséquilibres fondamentaux de l'impérialisme américain n'ont pas disparu par enchantement. Ainsi, malgré l'équilibre budgétaire, la dette fédérale continue d'augmenter, le déficit commercial est toujours faramineux. Mais cette longue phase de croissance économique, sa vigueur aux USA, démontrent qu'au contraire de ce que prétendent les apologues d'une "politique de relance", la base de la prospérité capitaliste est dans les coups sévères et redoublés portés à la classe ouvrière, les plans massifs de licenciements, la liquidation progressive des acquis fondamentaux de la classe ouvrière (voir CPS 66 sur les USA).

Il en va de même en Europe, même si les conditions d'exploitation ne sont pas celles des USA. Si la presse annonce avec fracas que pas moins de onze pays sont en mesure de participer à l'Euro, c'est un résultat de plus d'une décennie de coups portés à la classe ouvrière. Aussi, le débat sur "le partage des fruits de la croissance" est un leurre: c'est au contraire la reprise, même limitée, de l'investissement productif, qui a pour base l'accroissement des profits, de l'exploitation du prolétariat, qui explique la conjoncture économique actuelle.

...ET PERSPECTIVE MENAÇANTE

Qu'en est-il alors de la crise financière centrée en Asie (voir à ce sujet les deux derniers numéros de CPS)? A plusieurs reprises, elle a failli entraîner l'effondrement de l'ensemble de l'édifice financier mondial. Fin décembre, la Corée du sud n'a échappé à la cessation de paiement que par une aide d'urgence du FMI, qui a dû débloquer en catastrophe 10 milliards de dollars sur les 57 au total que représente le plan pour la Corée. Après quoi des secousses importantes se sont encore produites, notamment la faillite, le 12 janvier, de la première banque d'investissement en Asie, la banque Peregrine. Mais il faut constater qu'à l'étape actuelle, comme en témoigne le retour des grands groupes capitalistes sur ces marchés, il semble que les plans successifs du FMI aient contenu provisoirement la plus grande crise financière depuis la seconde guerre mondiale.

Pour autant, la situation à court terme dépend désormais fondamentalement d'une seule chose: de la capacité des gouvernements, en particulier en Indonésie et en Corée du sud, à faire passer les plans d'assaut généralisé contre les masses populaires, qui sont la contrepartie de "l'aide" du FMI.
Or, d'ores et déjà, en Indonésie, en même temps que se manifeste le grand désarroi de la population laborieuse, au travers d'émeutes dirigées contre les commerçants chinois, en même temps, le mot d'ordre "A bas Suharto"! émerge dans les manifestations confrontées à la répression policière.

En Corée, le 6 février, face à l'annonce de plus de un million et demi de licenciements, le gouvernement concluait un "pacte" avec les dirigeants syndicaux, par lequel, en "échange" de la reconnaissance du droit syndical, ceux-ci acceptent par avance la vague de licenciements et la révision du code du travail pour permettre un saut qualitatif de la flexibilité du travail.
Mais, l'encre des accords à peine sèche, la direction de la centrale syndicale ouvrière, la KCTU, démissionnait, la nouvelle direction retirant la signature de la confédération et exigeant la "renégociation" de l'accord avant d'appeler à une grève illimitée pour le 13 février, grève finalement annulée.
Ces simples développement démontrent qu'un affrontement violent entre la bourgeoisie et le prolétariat coréen est possible à tout instant, et qu'il bouleverserait alors la situation.

Pour le reste, même contenue pour le moment, la crise financière va avoir de toute façon un profond impact sur l'économie capitaliste mondiale. D'abord par la chute brutale des exportations des pays capitalistes dominants vers cette zone, qui jusqu'ici était un des moteurs de l'élargissement du commerce mondial, ainsi que la chute des investissements, domestiques comme étrangers, des firmes de la région, en particulier coréennes, des États. Ensuite par la baisse du prix des exportations des pays de la zone, qui va tirer dans de nombreux secteurs tous les prix à la baisse alors que la tendance mondiale à la déflation, maintes fois soulignée par CPS continue de s'exprimer (aux USA, d'août à décembre, les prix industriels ont chuté de 10%).
Enfin, du fait des pertes des grandes banques. Ainsi, selon un rapport de l'agence "Standard & Poor's", publié début février, les banques européennes perdraient 120 milliards de francs, tandis que les grandes banques américaines annonçaient une baisse de leurs bénéfices pour le quatrième trimestre 1997.

C'est donc une perspective menaçante qui se dessine: celle d'un coup de frein important sur la croissance économique et les prix, qui pourrait à son tour précipiter la baisse des profits et entraîner ainsi en fin de compte le krach boursier généralisé qui n'a été évité que d'extrême justesse jusqu'ici.
Cette perspective menaçante ne peut que pousser le gouvernement au service du capital à poursuivre et durcir encore sa politique. Et, n'en déplaise à la grande presse, aux dirigeants syndicaux, au PS et au PCF, c'est notamment ce qu'il fait dans les négociations de l'A.M.I.

"L'ACCORD MULTILATÉRAL SUR L'INVESTISSEMENT"

C'est en vérité à une curieuse comédie que se sont livrés à ce sujet les dirigeants du mouvement ouvrier officiel. Ils auraient découvert, au mois de février, un traité en cours de négociation depuis plus de deux ans au sein de l'OCDE!

Il est vrai que ce projet d'accord multilatéral sur l'investissement a de quoi faire bondir. Son but est de poursuivre la levée des obstacles à la circulation des capitaux, comme les accords du GATT et l'OMC le font pour ce qui est de la circulation des marchandises. Il prévoit que les gouvernements accordent aux "investisseurs" la garantie de leurs investissements contre des changements de législation, dès lors qu'on pourrait démontrer devant un tribunal qu'ils entraînent "*la perte d'une opportunité de profit sur investissement*", ou qu'ils ont un effet discriminatoire envers le capital étranger. Mieux encore: l'indemnisation en cas d'"*une révolution, d'une insurrection, de troubles civils ou d'autres événements similaires*". C'est à dire par exemple: une grève. Dans tous les cas, les gouvernements doivent accorder aux investisseurs "*un traitement loyal et équitable ainsi qu'une protection et une sécurité complètes et constantes*".

Mais la "surprise" générale est feinte. Les dirigeants syndicaux en particulier savaient depuis le début ce qui se passait, car ils sont associés à l'OCDE. Plus encore: ils ont même proposé d'adjoindre à ce traité ... une clause sociale! Le même coup ayant déjà été tenté pour ce qui est des traités de Maastricht et d'Amsterdam, chacun sait bien à quoi s'en tenir sur ce genre de "clauses". D'ailleurs, même le *Monde Diplomatique* de février 1998 écrit que cette proposition est "*similaire au dépôt d'une friandise sucrée sur un gâteau à la strychnine*".
S'ils ne sont pas surpris, alors pourquoi ces cris? Il suffit de laisser la parole à Louis Viannet pour le saisir. S'adressant par écrit à un meeting en défense de "l'exception culturelle" à l'Odéon, le 16 février, meeting se tenant en présence de la ministre Trautmann, il dit:

> *"ce traité, s'il était conclu, consacrerait l'abandon de la souveraineté des États. (...) Il y a risque de vassalisation du pays et de ses institutions ".*

Traduction: vive la France! Vive la V° république et ses "institutions"! Voilà, comme toujours, ce à quoi servent les grandes tirades sur la "mondialisation": apporter un soutien le plus plat à la "mère patrie".

Car en fait, il est bien évident que ce traité serait une incitation de plus à liquider les droits et garanties du prolétariat, c'est à dire une incitation pour les gouvernements au compte du Capital pour qu'ils accélèrent leur politique réactionnaire. Et le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner ne signera un tel traité que dans la mesure où l'impérialisme français aurait plus à perdre en ne le signant pas.
Toutes les protestations des appareils, comme celles du meeting de l'Odéon, n'ont donc comme fonction, en fin de compte, que d'apporter un soutien au gouvernement dans les négociations en cours. Au demeurant, il n'est pas donné que ce traité soit signé à la date prévue: l'impérialisme américain, de son côté, considère que ce qu'il y arrache aux autres impérialismes est insuffisant!

Car il est évident que, comme dans toutes les négociations entre puissances capitalistes, les rapports de force fondamentaux s'exprimeront. La collaboration entre impérialistes est nécessaire contre le prolétariat mondial, elle n'en est pas moins conflictuelle. Et ces rapports sont fondamentalement en faveur de l'impérialisme américain, comme on a pu le vérifier une nouvelle fois au Moyen-Orient.

"PAX AMERICANA" EN IRAK ET AU MOYEN-ORIENT

Les nouvelles manoeuvres militaires des États-Unis, l'envoi d'une armada de navires de guerre dans le Golfe sont une nouvelle démonstration de force qu'ils adressent aux autres impérialismes pour signifier que cette région est et doit demeurer leur chasse gardée, et renforcer leur contrôle sur les réserves pétrolières de tout le Moyen-Orient.

La campagne lancée sur "le potentiel de destruction" de l'Irak est pure intoxication. Derrière le prétexte de l'inspection de huit "sites présidentiels" irakiens, il y a la réaffirmation du talon de fer US, face à ceux de leurs concurrents qui estiment le temps venu pour commercer au grand jour avec l'Irak, en particulier la France et la Russie. C'est sur ces rivalités que l'Irak s'était appuyé en janvier pour refuser l'inspection des sites présidentiels tant que ne serait abordée par l'ONU la question de la levé de l'embargo.

Mais, au gouvernement russe qui a déjà passé une série d'accords plus ou moins ouverts avec l'Irak, et qui en conséquence a cherché à manifester son opposition à une intervention armée, Clinton a répondu ceci: "*"Niet" ne se traduit pas par "non" en Amérique*"! Et la baudruche s'est dégonflée: l'impérialisme français, sans parler de la Russie, a dû s'aligner sur la position de l'impérialisme américain.

Finalement, une mission menée par le secrétaire général de l'ONU, a amené à la satisfaction des exigences de l'impérialisme américain, sans même qu'il doive recourir à une intervention armée. Et aujourd'hui, l'impérialisme américain s'octroie même le "droit" de frapper l'Irak à l'avenir quand bon lui semblera, accord de l'ONU ou pas (et peut-être à court terme)!

Sur ce terrain comme sur les autres, les dirigeants des organisations syndicales, le PS, le PCF, ont comme responsabilité de se prononcer: pour le retrait immédiat de toutes les forces armées impérialistes du Moyen-Orient, en premier lieu des troupes françaises qui y stationnent, pour la levée inconditionnelle de l'embargo assassin contre l'Irak, et contre la répression israélienne contre le peuple palestinien.

Mais ils ont fait preuve là comme ailleurs d'un alignement complet sur le gouvernement de l'impérialisme français décadent, plus encore: sur Chirac. Leurs quelques "condamnations" actuelles de l'embargo ne sont que des larmes de crocodiles: étant donné que le PS et le PCF ont une majorité relative à l'Assemblée, il ne tient en effet qu'à eux de décider: plus d'embargo contre l'Irak. Ils s'en gardent bien. Quant aux directions syndicales, leur politique extérieure est décidément le prolongement de leur politique intérieure.

LES DIRIGEANTS SYNDICAUX À L'ŒUVRE: DANS LA FONCTION PUBLIQUE...

Les dernières négociations sur la fonction publique l'ont exprimé: à la fois le gouvernement de coalition que dirige Jospin ne peut tenir sans s'attacher un soutien efficace des dirigeants des organisations syndicales, et à la fois ceux-ci sont tout à fait prêts à le lui accorder.

Le présent numéro de CPS revient sur le contenu précis de l'accord fonction publique. Relevons simplement ici que les dirigeants de la FEN, de FO ont porté leur signature sur un texte qui entérine la perte de pouvoir d'achat pour les années passées et l'organise pour les deux ans à venir, puisque sur les 2,6% d'augmentation pour 1998 et 1999, 0,8% seront miséricordieusement accordés... au premier décembre 1999, autant dire en l'an 2000.

Le plus significatif est que la direction de FO ait signé pour la première fois depuis dix ans ce type d'accord. Marc Blondel l'a justifié ainsi: cet accord permet de "*concrétiser l'attachement de FO à la politique contractuelle*". "L'attachement" en question, c'est à ne pas rompre avec le gouvernement. En témoigne la participation de FO dans tous les organismes de participation, de concertation avec le gouvernement.

Même les dirigeants qui n'ont pas signé ont manifesté aussi leur "attachement": ils ont fait inclure dans le protocole une référence explicite à la loi dite "des 35 heures". Ils présentent même cette introduction comme une victoire arrachée par la négociation. Et quelle victoire! En fait, les dirigeants syndicaux, unanimes, ont manifesté haut et fort leur assentiment à la politique gouvernementale

S'il faut exiger des dirigeants FO et FEN qu'ils retirent leur signature, il faut en même temps affirmer que les travailleurs de la fonction publique, eux, n'ont rien signé.

... DANS LES BANQUES

Après la dénonciation de la convention collective par le patronat des banques, les dirigeants syndicaux ont appelé à une journée d'action, avec un esprit à ce point dénué de combativité que *Le Monde* du 4 février rapportait les propos "*d'un syndicaliste*" anonyme: "*on ne peut pas faire moins*". Et pourtant si, ils peuvent.

En effet, le 16 février, à dix jours de la dite journée d'action, des dirigeants CGT, CFDT, CGC et CFTC annonçaient la création d'une association nommée par un trait d'humour que chacun pourra apprécier: RIB ("*Réflexions et initiatives sur le monde bancaire*"). Provisoirement, les dirigeants FO ne s'y sont pas associés.

L'objectif de cette association? "*L'obtention d'un vaste débat national sur l'avenir du secteur*". Le président de l'association, Alain Bonnet, précise:

> *"Notre objectif est de peser sur les mutations en cours dans le secteur (...) Face aux défis posés par les transformations du système financier, le syndicalisme a une responsabilité pour ouvrir des issues positives, crédibles, modernes, aux salariés de la profession"* (*l'Humanité* du 17 février).

Mais ces dirigeants syndicaux n'entrent pas dans le "débat" sans de solides principes. Qu'on en juge: la déclaration des membres fondateurs de l'association précise qu'ils: "*chercheront des voies nouvelles entre l'étatisme sclérosant d'hier et le libéralisme destructeur d'aujourd'hui*", et même que "*l'emploi ne soit pas la seule (sic!) variable d'ajustement*". Ce n'est pas sorcier: il s'agit d'un feu vert aux privatisations (contre "*l'étatisme sclérosant*") et aux licenciements (considérés comme une, "*variable d'ajustement*").

LES ASSOCIATIONS DE CHÔMEURS EN RENFORT: "*NOUS NE VOULONS PAS DÉSTABILISER LE GOUVERNEMENT*" (C.VILLERS, AC!)

En renfort de la politique des directions syndicales est survenu le dit "mouvement des chômeurs". Les associations qui ont impulsé les occupations d'ANPE ou d'antennes Assedic ont bénéficié d'une large couverture médiatique alors qu'une des premières manifestations qu'elles ont convoquée, le 30 décembre à Paris, regroupait tout au plus... cent personnes!

Il n'y a pas lieu d'être surpris de ce traitement de faveur. Qu'exige en effet une vraie lutte contre les ravages du chômage, de la précarité? A l'évidence, l'abrogation de toutes les mesures de pillage de l'UNEDIC au compte du patronat, et en particulier, l'abrogation de la réforme de l'Allocation unique dégressive, réforme qui a précipité des centaines de milliers de chômeurs dans la misère. Adoptée le 18 juillet 1992 par le Conseil d'Administration de l'UNEDIC, les dirigeants CGT et FO l'ont entérinée en acceptant la nouvelle convention sur l'assurance chômage pour siéger au conseil d'administration de l'UNEDIC début 1993. Et les associations de chômeurs, la CGT chômeurs se sont bien gardées d'aborder cette question. Mais l'exigence fondamentale pour la masse des chômeurs, qui sont des travailleurs licenciés ou des jeunes précarisés, c'est celle du droit au travail.

Cette revendication s'oppose à celles de "revalorisation des minima sociaux", de "prime de Noël", d'une aumône ou d'un "statut pour les chômeurs". La satisfaction du droit au travail exige bien sûr l'interdiction de tout licenciement, du travail précaire. Mais surtout: de réduire massivement le temps de travail jusqu'à embauche de tous les chômeurs, sans baisse des salaires ni flexibilité, avec maintien de tous les acquis. Le capitalisme ne peut digérer une telle revendication. Seule le peut une production organisée en fonction des besoins des masses, et plus du profit, dans le cadre d'un plan élaboré et réalisé sous contrôle des travailleurs eux-mêmes. Il faut pour cela que soit porté au pouvoir un gouvernement qui exproprie le capital, s'engage dans la voie qui mène au socialisme, et donc engager le combat contre le gouvernement dirigé par Jospin.

Or, C.Villers, de AC! l'a dit nettement (*Le Monde* du 28/01): "*nous n'avons pas l'intention de déstabiliser le gouvernement*". Rien d'étonnant là non plus. Si les différentes "associations de chômeurs" n'existent que du fait de l'abandon de la masse des travailleurs au chômage par les dirigeants des confédérations syndicales, elles n'en sont pas moins leurs satellites. Ainsi, le président de l'APEIS est membre du Comité central du PCF,

tandis que la direction d'AC! est représentée par C.Aguiton, dirigeant de la LCR, et C.Villers, catholique affichée et membre de la CFDT.

Pas question pour eux de s'en prendre au gouvernement, au contraire: le représentant de la CGT chômeurs, membre du conseil d'administration de l'UNEDIC, F.Desanti, se déclarait en faveur d'une hausse des cotisations chômage... des salariés, "*au titre d'un principe élémentaire de solidarité*" (*Le Monde* du 7 janvier). Ce serait donc aux prolétaires de payer! On ne peut mieux opposer les travailleurs au chômage au reste du prolétariat. C'est donc fort logiquement qu'un "*appel intersyndical de soutien aux chômeurs*" publié dans la première semaine de janvier, signé par les dirigeants de la FSU, par les syndicats SUD, une série de dirigeants CFDT, SNUI, et ... le Syndicat Général de la Police (!) se conclut ainsi:

> *"Le gouvernement doit assumer ses responsabilités. Il doit entendre le cri que lui lancent les chômeurs en lutte. Il doit faire en sorte que les lois en préparation - loi sur les 35 heures, loi sur l'exclusion - permettent à la fois de réduire massivement le chômage et de répondre aux besoins les plus pressants."*

En résumé: soutien total à la politique du gouvernement, tapis "rouge" déroulé au projet de loi dit "des 35 heures", et au futur projet de loi sur l'exclusion, dont l'initiative vient de ... J.Chirac.

Il est toutefois manifeste que la persistance des occupations d'Assedic devenait une épine politique, du type que celle de l'occupation de l'Église de St Bernard par les sans-papiers était devenue pour le gouvernement Chirac-Juppé. Du coup, Jospin a dû monter lui-même en première ligne, faire évacuer les agences Assedic à coup de CRS et convoquer le 12 janvier les chefs des groupes parlementaires de sa majorité pour leur signifier: "*il faut changer d'attitude si vous voulez qu'on continue ensemble*". Ce qui fut fait.
Quant aux mesures qu'il a annoncées, derrière l'aumône se profile l'application pratique de ce que signifie la "revendication" de facto d'un "statut pour les chômeurs": la "refonte" des minima sociaux visant à activer "l'insertion", dans la voie tracée par le gouvernement Blair.

COMBATTRE POUR LA RUPTURE DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES (PARTIS ET SYNDICATS) AVEC LA BOURGEOISIE, AVEC LE GOUVERNEMENT JOSPIN-GAYSSOT-CHEVÈNEMENT-VOYNET-KOUCHNER

Neuf mois de gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner démontrent: pour défendre leurs conditions d'existence et de travail, il faut le combattre et le vaincre.
Mais les dirigeants syndicaux font barrage aux mouvements pouvant surgir de la classe ouvrière, ou font tout pour les dévoyer, s'appuyant sur et alimentant la confusion politique.

Ainsi, début décembre, les travailleurs de France 3 ont mené une importante grève de dix jours. Mais les directions syndicales avaient appelé à cette grève sur le thème de "l'identité de la chaîne", contre la possible grève générale de tout France Télévision. Ils ont signé un accord pourri le 11 décembre, qui assaisonne le thème "identitaire" de la chaîne avec un appel ... à l'application de la loi dite "des 35 heures".
Plusieurs Assemblées générales de grévistes ont rejeté cet accord pourri, mais les travailleurs de France 3 ne contrôlaient pas leur mouvement, au moyen de comités de grève, du comité central de grève intégrant les organisations syndicales. Les dirigeants syndicaux ont pu imposer l'accord, liquider la grève.

Mais plus encore: ce qui pèse sur tous les travailleurs, c'est une immense confusion politique. Les travailleurs de France 3, ou les étudiants des IUT (voir dans ce numéro) n'ont pu se dégager des "revendications" scélérates propulsées par les appareils, faute de réponse à la question centrale: quelle alternative? Quel autre politique, quel autre gouvernement? Ainsi encore, dans l'enseignement, malgré leur caractère pourri, les grèves de 24 heures dans le premier, puis le second degré, ont démontré que les personnels étaient disponibles pour engager le combat pour bloquer l'offensive gouvernementale. Mais aujourd'hui encore, un Allègre peut fanfaronner à l'Assemblée nationale en déclarant (le 4 février): "*reculer devant les grèves? Je crois que vous vous trompez d'époque!*"

La seule réponse aux problèmes posés aux travailleurs, c'est de combattre pour imposer aux dirigeants des organisations syndicales ouvrières, enseignantes et étudiantes, au PS, au PCF, qu'ils rompent avec le gouvernement, avec la participation. Cette politique de front unique des organisations ouvrières est la seule à même d'ouvrir la voie à la mobilisation la plus large des travailleurs, leur permettre de surmonter pratiquement les obstacles dressés devant eux. Mais elle n'a de sens que dans le combat intransigeant contre le gouvernement au service du capital, du combat pour qu'un autre gouvernement voie le jour, exigence qu'il s'agit aujourd'hui d'adresser au PS et au PCF: "*Assez de cette politique! A bas Chirac, à bas la V° République! Formez un gouvernement sans représentants d'organisations bourgeoises. Appliquez une politique conforme à nos besoins et nos aspirations*".
Pour autant, constituer un authentique gouvernement ouvrier s'engageant dans la voie qui mène au socialisme, combattre sur l'orientation ci-dessus qui trace la voie à la submersion des bureaucraties par le mouvement des masses exige de construire un parti ouvrier révolutionnaire. C'est le combat du Comité.

RÉGIONALES, CANTONALES: NOTRE POSITION

C'est à partir de cette orientation que le Comité aborde la question des élections régionales.

En l'absence de listes se situant sur l'orientation définie plus haut, notre Comité appelle à voter conformément à cette orientation: contre les candidats des organisations et partis bourgeois, pour les candidats des partis ouvriers traditionnels, le PS, le PCF. Pour les cantonales, cela signifie le vote pour le candidat de l'organisation ouvrière de son choix au premier tour et pour celui resté en lice au second tour.

Mais aux régionales, la totalité ou presque des listes soutenues par le PS et le PCF comportent des candidats d'une ou plusieurs formations bourgeoises (Verts, MDC, PRG). Alors il faudra en rayer les noms des candidats faisant partie de ces organisation, faisant partie du personnel politique de la bourgeoisie. Voter ainsi signifie voter: contre les partis bourgeois et Chirac, contre le gouvernement, pour la rupture avec la bourgeoisie, avec le gouvernement, pour le front unique des organisations ouvrières

Le 28 février 1998

ON NOUS COMMUNIQUE:

Depuis le mois de novembre les étudiants de Clermont-Ferrand regroupés autour du bulletin *l'Insurgé* combattent pour obtenir à nouveau leur carte syndicale à l'UNEF-ID.

En effet le 19 novembre la présidente de l'AGE de l'UNEF-ID de Clermont a refusé, par écrit, de délivrer leur carte syndicale à 8 étudiants pourtant syndiqués régulièrement l'année 1996-1997. Pour justifier sa position, elle n'a pas d'autre reproche à adresser à ces étudiants que de défendre l'orientation développée par le bulletin *l'Insurgé*: le combat pour que les dirigeants de l'UNEF-ID se mettent au service des étudiants, rompent avec le gouvernement, rompent en conséquence avec leur participation aux conseils d'université, aux conseils d'UFR, réalisent le front unique des organisations syndicales avec l'UNEF-se pour la défense du droit aux études contre le gouvernement.

L'offensive menée par la présidente UNEF-ID de Clermont n'est rien d'autre qu'une tentative d'expulsion du syndicat pour "délit d'opinion". Elle prétend interdire que s'exprime dans l'UNEF-ID une orientation sur laquelle ils serait possible aux étudiants de se réapproprier leur organisation syndicale. C'est pourquoi, qu'ils partagent ou non l'orientation du bulletin *l'Insurgé*, tous les étudiants, syndiqués à l'UNEF-ID et non-syndiqués, peuvent comprendre que l'enjeu véritable de cette offensive est l'existence même du syndicalisme étudiant, de l'UNEF-ID. Ce qui est en jeu, ce n'est rien d'autre que la possibilité pour les étudiants de construire leur organisation syndicale pour défendre le droit aux études.

C'est la raison pour laquelle les 8 étudiants de Clermont ont décidé de mener un combat public pour leur réintégration dans l'UNEF-ID. Par un courrier daté du 12 décembre 1997 ils ont alerté le Bureau national du syndicat, le collectif national, la commission de contrôle ainsi que l'ensemble des AGE de France. A ce jour, jeudi 26 février, l'AGE d'Amiens et l'UNEF-ID de Lille III leur ont fait parvenir leur prise de position en faveur de leur réintégration. L'AGE de Chambéry a également pris position en ce sens. Ils mènent actuellement une campagne de signatures auprès des étudiants clermontois, syndiqués et non-syndiqués, pour obtenir leur cartes syndicales. Ils ont aujourd'hui obtenu la signature d'une centaine d'étudiants, qui exigent de la présidente de l'AGE de Clermont de procéder à leur réintégration.

Ils continueront de combattre, sur la base de l'appel publié ci-dessous :

POUR LA DÉFENSE DU SYNDICALISME ÉTUDIANT,
POUR LA DÉMOCRATIE SYNDICALE DANS L'UNEF-ID

Le 19 novembre 1997, la présidente de l'UNEF-ID de Clermont-Ferrand, Évelyne Ribes, refusait (par écrit) de délivrer leurs cartes syndicales à huit étudiants régulièrement syndiqués l'année 96-97.

Elle justifiait sa position en écrivant : *"je considère qu'à part venir réclamer que l'on organise des collectifs de ville, afin de pouvoir y faire de la propagande politique, et tenter d'y puiser des adhérents à leur groupe "l'Insurgé", ces étudiants n'apportent rien au syndicalisme étudiant que nous sommes sensés représenter."*

Ceci est écrit au mépris des statuts de l'organisation syndicale, qui stipulent que tout étudiant, indépendamment de ses convictions politiques, philosophiques, religieuses, doit pouvoir devenir membre de l'UNEF-ID s'il le souhaite.

L'attitude de la présidente de l'UNEF-ID constitue une tentative de porter un coup au syndicalisme étudiant, à l'UNEF-ID, premier syndicat à l'université, au moment même où les étudiants sont confrontés à la mise en cause de leur droit aux études, à une aggravation considérable des conditions d'études.

LES ÉTUDIANTS ONT BESOIN D'UNE ORGANISATION SYNDICALE POUR SE DÉFENDRE. CELA SUPPOSE LA PLUS LARGE DÉMOCRATIE SYNDICALE.

C'EST POURQUOI LES ÉTUDIANTS SOUSSIGNÉS, SYNDIQUÉS OU NON SYNDIQUÉS, EXIGENT QUE TOUT ÉTUDIANT LE DÉSIRANT PUISSE CONTRIBUER À LA CONSTRUCTION DE SON SYNDICAT, QUE LES HUIT ÉTUDIANTS, VICTIMES D'UNE TENTATIVE D'EXCLUSION, PUISSENT OBTENIR LEURS CARTES SYNDICALES.

POUR TOUT CONTACT FABIEN Olivier, 1 rue des Rapeaux, 63400 CHAMALIÈRES Tel: 0473309936

ENSEIGNEMENT PUBLIC:

POUR DÉFENDRE LES STATUTS, OBTENIR LES POSTES, IL FAUT AFFRONTER ET VAINCRE LE GOUVERNEMENT JOSPIN-GAYSSOT-CHEVÈNEMENT-VOYNET-KOUCHNER

Pour servir les intérêts du Capital, le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner s'acharne à baisser les dépenses publiques, à liquider les statuts des salariés, à disloquer les conventions collectives, les diplômes nationaux, à diminuer le nombre de jeunes poursuivant des études pour se qualifier. L'enseignement public constitue, pour mener au bout ces objectifs, une cible majeure et subit une nouvelle vague d'attaques d'une extrême gravité.

« RÉFORME » DES LYCÉES

Le 8 janvier, les ministres Allègre et Royal ont annoncé la mise en route d'une « réforme » des lycées qui prône la diminution des heures d'enseignement, des disciplines, qui vise à casser le cadre national des programmes et du baccalauréat. *Le Monde* du 9 janvier commente :

> *« La multiplication des options au lycée est coûteuse et l'occasion de faire le ménage pourrait être assez tentante. Alors que la pression démographique se relâche, que les poursuites d'études se font moins fréquentes (les taux de passage en seconde chutent régulièrement d'un point depuis 1994), ce serait une économie supplémentaire. »*

Pour lancer cette opération de « *dégraissage* », le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner a fait distribuer, aux lycéens et aux enseignants, un questionnaire-paravent (transparent...) derrière lequel il s'abrite : les formulations s'emploient à justifier par avance les décisions gouvernementales déjà prises.

> *« Faut-il continuer à augmenter continuellement programmes et horaires, au fur et à mesure de l'accroissement des connaissances ? Faut-il augmenter la durée de la scolarité ? »*

Dans sa tribune intitulée « *Ce que je veux* » (*Le Monde* du 6 février), on comprend bien que la réponse du ministre de l'Éducation nationale du gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner est évidemment négative. Il annonce sans fard les suppressions de postes des personnels enseignants et non-enseignants :

> *« Il est clair que ce n'est plus principalement sur le terrain budgétaire qu'il faut nous battre (...) Tout cela me semble possible à réaliser dans le cadre de programmes et d'horaires resserrés, tant au lycée qu'à l'université (...) La clé de voûte du changement est une meilleure gestion des ressources humaines. »*

DES MILLIERS DE SUPPRESSIONS DE POSTES

Après le refus de rétablir les 5 000 postes supprimés par le gouvernement Chirac-Juppé, le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner a inscrit zéro création au budget 98. Les conséquences sont ressenties durement en ce moment même dans les écoles, les collèges, les lycées. Ainsi, dans 67 départements, le nombre de postes d'instituteurs sera inférieur à celui de la rentrée 97. La baisse du nombre d'élèves en collèges et lycées est prétextée pour justifier des milliers de suppressions d'heures d'enseignement et de postes. C'est une falsification : aucun poste créé dans l'académie de Grenoble avec 720 élèves de plus attendus dans le secondaire ; moins 25 postes dans l'académie de Poitiers qui compte 2 élèves de moins en collège ! Quant aux postes mis aux concours nationaux de recrutement d'enseignants, leur nombre baisse de 3 000. En même temps, le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner envisage de supprimer l'année de préparation au CAPES, d'augmenter le nombre d'heures d'enseignement assurées par les stagiaires 2ème année.

LIQUIDER LE MOUVEMENT NATIONAL, MODIFIER LE RECRUTEMENT

Recevant les dirigeants de la FSU le 5 janvier, Jospin a réaffirmé que le gouvernement qu'il dirige entendait liquider le mouvement national de mutations dans le secondaire. Pour ce faire, un décret du 15 décembre « déconcentre » les services centraux de l'Éducation nationale. Cette attaque vise à accroître la flexibilité des emplois, à généraliser les nominations hors poste fixe de titulaire, pour enseigner une autre matière que sa spécialité, à ouvrir la possibilité de recrutement par les chefs d'établissement (voir CPS n°70).

C'est le même objectif que caresse le recteur Pair, chargé par le gouvernement de proposer « une nouvelle organisation de l'école primaire », en créant des « établissements publics du premier degré », regroupant plusieurs écoles actuelles. Ils seraient dirigés par un chef d'établissement recruté par concours. En perspective, l'autonomie financière, le recrutement par ces établissements des « emplois-jeunes » et des enseignants. Dans le second degré, d'ores et déjà, la gestion des remplacements courts sont dévolus au chef d'établissement: il peut notamment recruter un vacataire sous contrat privé.

AU COMPTE DU CAPITAL

Cette politique est conforme aux besoins de la bourgeoisie française, pour qui l'école publique coûte trop cher, pour qui le nombre de jeunes poursuivant des études pour se qualifier doit diminuer, pour qui les personnels sont encore trop protégés par les statuts nationaux Fonction publique.

Le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner applique avec zèle cette politique, c'est un gouvernement bourgeois, son premier acte fut de préserver Chirac. Il est totalement au service du capital, dont les intérêts sont incompatibles avec ceux des personnels et des élèves. Constatant que le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner poursuit la politique de Chirac-Juppé, des partis bourgeois RPR-UDF qu'ils ont battus aux élections législatives justement pour en finir avec cette politique réactionnaire, les enseignants, les personnels de l'enseignement public s'interrogent : qu'est-ce qui lui en donne la force et comment combattre ?

LES DIRIGEANTS SYNDICAUX EN PORTENT LA RESPONSABILITÉ

Le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner puise la force de mener cette offensive dans l'appui que lui apportent, outre le PS et le PCF (qui ont voté, à l'Assemblée nationale, la loi dite pour l'emploi des jeunes, le budget 98, la loi Chevènement, la loi de flexibilité et d'annualisation du temps de travail), les dirigeants des syndicats de l'enseignement, chacun jouant dans son registre.

Les dirigeants syndicaux ont élaboré, pendant l'été, le contenu de la loi, dite pour l'emploi des jeunes, avec le gouvernement. Ils ont permis qu'elle soit votée sans que les enseignants puissent s'y opposer et ont organisé activement son application.

Les dirigeants de la FEN soutiennent ouvertement la destruction du mouvement national, ceux de la FSU se disent contre, mais ont participé à la « concertation » pour rédiger la circulaire 98 qui constitue le premier pas dans cette destruction : abolition du barème dès cette année, généralisation des T.A. Ni les dirigeants du SNES, ni ceux de FO, qui proclament défendre le mouvement national, n'ont exigé le retrait de la circulaire 98, ni organisé le combat centralisé pour faire échec au gouvernement.

Le ministre de l'Éducation nationale du gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner insulte les enseignants, truque les chiffres, remet en cause la formation continue : les dirigeants de la FEN et de la FSU se précipitent dans les "tables rondes" qu'il est chargé d'organiser pour mettre en œuvre la politique de suppression de postes, de flexibilité que le gouvernement PS-PCF-RCV dirige. Sans vergogne, ils ont siégé aux "tables rondes" intitulées « *Pas de classe sans enseignant* ». Quel cynisme ! au moment où par milliers les postes sont fermés ! Un rapport issu de ces « concertations », et d'ores et déjà appliqué, préconise :

> *« L'établissement devient lieu de gestion des absences de courte durée (...) Elles seraient palliées par des enseignants de l'établissement ou des établissements voisins, des surveillants, des retraités (...) Afin d'assouplir toujours plus le fonctionnement, les enseignements des enseignants absents pourraient être donnés dans une autre discipline. »*
>
> (*L'US*, journal du SNES, 7/02)

C'est cela le résultat de la « concertation » que réclament sans cesse les bureaucrates syndicaux, la caution aux plans réactionnaires, ici la liquidation des garanties des enseignants titulaires-remplaçants, la gestion de la pénurie de postes, la garderie au lieu des cours.

> *« Les organisations syndicales pourront faire annexer au rapport leurs remarques et le tout sera officiellement remis à Claude Allègre. La balle sera dans le camp du ministre. »* (même *US*)

Mais en réalité, le ministre n'a jamais perdu la main, et la politique de collaboration des dirigeants des syndicats sert justement à le laisser maître du jeu.

Il était, pour la même raison, de l'entière responsabilité des dirigeants syndicaux d'appeler au boycott de la « consultation » des enseignants et des lycéens, prélude à la « réforme ». Tout au contraire, *L'US* du 10 janvier consacre cinq pages à des propositions de réponses aux questionnaires, demande des journées sans cours pour les remplir. Quant à la direction de la FEN, elle appelle également à participer à cette opération : *« Nous estimons ainsi aider à la rénovation du système éducatif. »* (*L'Enseignement public*, journal de la FEN, 6/02)

À la tête des syndicats, les bureaucrates organisent la paralysie et sèment le désarroi chez les travailleurs de l'enseignement public. Ils présentent comme positive la politique réactionnaire du gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner, qu'il suffirait d'améliorer en discutant avec lui soir et matin. Et les enseignants, les différents personnels de l'enseignement public, voyant les responsables des syndicats s'associer au gouvernement qui les attaque, n'entrevoient pas d'issue pour combattre efficacement.

Protéger le gouvernement bourgeois, éviter que les enseignants, les travailleurs engagent une lutte qui le mette en cause, qui impose la constitution d'un gouvernement du PS et du PCF sans représentant d'organisation bourgeoise, voilà l'objectif que poursuivent les dirigeants des syndicats par leur politique de participation aux initiatives du gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner, par leur soumission à ce gouvernement bourgeois.

Deux événements éclairent particulièrement ce soutien éhonté: le congrès national de la FSU et les négociations salariales dans la Fonction publique.

LE CONGRÈS DE LA FSU A PRÉPARÉ LA RENTRÉE DU GOUVERNEMENT

Ce congrès s'est tenu du 8 au 12 décembre, donc en pleine offensive contre le mouvement national et au moment où étaient annoncées les fermetures dans le second degré. Pour M. Deschamps, secrétaire général, pas question d'organiser le combat uni pour défaire ces attaques, bien au contraire, il déclare:

> *« Le congrès de Toulouse doit être un congrès pour changer l'école. Il devra répondre à une question toute simple : l'école est-elle capable de se transformer ? Les enseignants y sont-ils prêts ? »*

Ce sont les termes même que le ministre Allègre utilisera le 8 janvier pour présenter la « réforme » des lycées. La méthode pour essayer de la faire passer, c'est la participation, les « négociations » avec le gouvernement, que Deschamps n'a cessé de réclamer pendant tout le congrès.

Le 5 janvier, Jospin reçoit les dirigeants FSU :

« Il a beaucoup argumenté sur la réduction nécessaire des dépenses publiques et en faveur du gel du nombre des fonctionnaires. Dans ce cadre ont donc été écartées toutes les demandes ayant des conséquences financières ou en matière de créations d'emplois. »
(L'*US*, journal du SNES, 10/01)

Autrement dit, le gouvernement maintient ses objectifs et entend poursuivre sa politique.

Corrélativement, les appareils des syndicats nationaux de la FSU ont peaufiné un dispositif d'actions disloquées pour émietter la puissance potentielle des personnels, pour protéger le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner, à la rentrée de janvier, lui laisser le champ libre pour une nouvelle offensive d'ampleur : grève des instituteurs à l'appel du SNUIPP le 20 janvier, des infirmières le 21, manifestation SNUIPP, SE-FEN, SGEN-CFDT le 1er février, grève du second degré le 3.
Ils ont assigné, à ces journées d'action, l'objectif: *« Le ministre doit négocier »*. Cela signifie que leurs dirigeants n'entendent pas organiser le combat pour bloquer l'offensive du gouvernement, pour arracher la satisfaction des revendications. Les dirigeants des syndicats ne veulent pas rompre avec le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner, ainsi ils le confortent et désorientent les travailleurs.

LES DIRECTIONS DE LA FEN ET DE FO SIGNENT L'ACCORD SALARIAL

Le 14 janvier, le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner ouvre des « négociations » salariales dans la Fonction publique. Alors que Zuccarelli affirme qu'il n'est pas question de compenser le gel décidé par le gouvernement Chirac-Juppé, que *« l'étroitesse de nos marges de manœuvre dans le contexte* (implique que) *toutes les revendications* (comprendre : aucune) *ne peuvent être satisfaites »*, les sept fédérations de fonctionnaires acceptent de se réunir avec le représentant du gouvernement. À la sortie, toutes déclarent *« insuffisantes les propositions salariales »* (*Le Monde*, 16/01)... mais confirment leur participation aux rendez-vous suivants.

On peut lire dans *La Lettre du SNUIPP* du 5/02 un compte-rendu des interventions qui ne laisse aucun doute sur le fait que les dirigeants cherchent un accord avec le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner, ce qui est évidemment contradictoire à la défense des revendications des personnels :

Gaillard (FO) : « Sur le rattrapage 96, demande le maintien du pouvoir d'achat pour tous mais souhaite une solution pouvant déboucher sur un accord. »

Roux (UNSA) : « On est arrivé aux taquets mais nos taquets peuvent se rapprocher ; entre le 2,4% de vos propositions du début et le refus du 2,7%, il y a possibilité de discussion. »

Labroille (FSU) : « affirme la volonté de la FSU de s'inscrire complètement dans une logique de négociations. Pour cela, il est nécessaire que le gouvernement fasse un effort de transparence qui est à l'heure actuelle loin d'être totale. »

Finalement, le 28 janvier, les délégations de la FEN et de FO (avec la CFDT, la CFTC, la CGC) annoncent leur accord pour signer le relevé de conclusions qui fixe :

+ 0,8% au 1er avril 98 et 1 point d'indice, soit 23,37F net ; + 0,5 au 1er novembre ; + 0,5 au 1er avril 99 ; + 0,8 au 1er décembre (autant dire en l'an 2000!) et 1 point d'indice.

Les signataires justifient cette honteuse capitulation en vantant les gains pour les plus bas salaires. Or, le réalignement du traitement minimum sur le SMIC correspond à la simple intégration dans le traitement de l'actuelle indemnité compensatrice. Pour le reste, 4 points d'indice sont attribués aux plus bas salaires, soit royalement 100F, versés en deux fois!

Défendre le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner, tel est le sens de la signature des directions FEN et FO :

« Avec cet accord, il n'y a certes pas de quoi crier au miracle. Mais nous sommes conscients d'avoir sauvé la politique contractuelle dans un contexte difficile... »
(*L'Enseignant*, journal du SE-FEN, février 98)

APPLICATION DE LA LOI DE FLEXIBILITÉ ET D'ANNUALISATION DU TEMPS DE TRAVAIL

De plus, les dirigeants syndicaux, unanimes, ont réclamé l'application, à la Fonction publique, de la loi d'annualisation et de flexibilité du temps de travail (avant même son adoption). Ils ouvrent ainsi la possibilité d'une modification des statuts des personnels, *« la remise en jeu des conventions collectives »* comme dirait Sellière, préparée par *« un état des lieux exhaustif de la réglementation et des pratiques effectives concernant le temps de travail et les heures supplémentaires. »* (Relevé de conclusions).

Le 18 février, le conseil des ministres charge le haut fonctionnaire J. Roché de réaliser cet état des lieux.

« Il devra se pencher sur les disparités existantes et leurs justifications au regard des obligations professionnelles pesant sur les agents, des nécessités de service et de la réponse à apporter aux besoins des usagers. Il devra également faire un bilan des politiques déjà menées en matière d'aménagement et de réduction du temps de travail dans les trois fonctions publiques, notamment en matière d'horaires variables, d'incitation au temps partiel et d'amplitude d'ouverture des services. (...)
Fort de cet examen, M. Roché fera des propositions, en particulier sur le mode de décompte des heures de travail et sur les modalités de compensation des horaires atypiques de travail. Sur ce sujet, La Tribune du 18 février indique que 1,2 million sur 1,8 million de fonctionnaires bénéficient de régimes dérogatoires aux 39 heures légales. Sur ce nombre, 800 000 sont enseignants. Souhaitant que cette mission soit l'occasion de développer le dialogue et la concertation et de renforcer le rôle des instances paritaires, M. Zuccarelli entend disposer du rapport de M. Roché avant la fin de l'année. » (*Le Monde*, 19/02)

On le voit, cet accord est une aide considérable apportée au gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner contre les acquis statutaires des travailleurs de la Fonction publique. Les signataires et ceux qui ont, comme les responsables CGT et FSU, participé à toute l'opération sans signer, donnent quitus au gouvernement, permettent à sa politique contre les intérêts des personnels de s'appliquer. D'ailleurs, ces derniers réclament d'être associés au suivi de cet accord calamiteux pour les salariés :

« La rédaction de la clause finale introduit une logique d'exclusion inadmissible des non-signataires y compris au-delà du champ de l'accord; » (*Pour*, journal de la FSU, février 98)

Les dirigeants des syndicats refusent de rompre avec le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner, parce qu'ils sont liés aux partis qui le vertèbrent, à la défense du capitalisme et de l'État bourgeois.

COMMENT COMBATTRE ?

Mais les personnels de l'enseignement public, eux, n'ont rien signé et leurs revendications demeurent :

. Maintien des garanties statutaires nationales dans le cadre du statut de la Fonction publique. Maintien du mouvement national

. Rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis 15 ans ; augmentation générale des salaires, garantis par l'échelle mobile

. Aucune suppression d'heure d'enseignement ni de poste ; créations de tous les postes nécessaires à la défense et l'amélioration des conditions de travail et d'études

. Abandon immédiat de la « réforme » des lycées

Pour la satisfaction de ces revendications, les enseignants et tous les personnels sont prêts à combattre. Leur volonté s'est manifestée, malgré le cadre pourri des journées d'action de janvier-février. En ce moment même, dans de nombreuses écoles, dans les collèges, les lycées, les enseignants se mobilisent pour défendre les classes et les postes. Dans plusieurs villes, des centaines de lycéens ont manifesté pour exiger des conditions décentes pour étudier. Ce qui est en cause, ce n'est pas la combativité des travailleurs, mais la politique traître des dirigeants qui disent parler en leur nom, qui les laissent seuls, émiettés, désorientés face à l'offensive du gouvernement bourgeois dirigé par Jospin.

Tandis que les dirigeants syndicaux réclament « l'ouverture de négociations avec le gouvernement », c'est à dire la poursuite de leur politique traître de collaboration qui permet toutes les attaques contre l'école, au contraire, les travailleurs de l'enseignement public cherchent à affronter et vaincre le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner.

Pour cela, il faut le priver de l'appui décisif que lui apportent les dirigeants des syndicats:

. Dirigeants de la FSU, de la FEN, de FO, de la CGT, **rompez avec le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner** !
Sortez de tous les organismes de participation à l'élaboration de sa politique au service du capital ! Boycott des colloques organisant la « réforme » des lycées !
Dirigeants de la FEN et de FO, retirez votre signature de l'accord salarial !

. Dirigeants de la FSU, de la FEN, de FO, de la CGT, **votre responsabilité est de réaliser le Front Unique des syndicats de l'enseignement public contre la liquidation du mouvement national, la « réforme » des lycées, pour le maintien de tous les postes,**
de préparer la grève générale de l'enseignement public pour arracher la satisfaction de ces revendications.

RUPTURE AVEC LA BOURGEOISIE
POUR UN GOUVERNEMENT PS-PCF SANS MINISTRE ISSU DE PARTIS BOURGEOIS

Cette politique de rupture des organisations ouvrières, partis et syndicats, avec la bourgeoisie, est seule susceptible d'apporter aux personnels de l'enseignement public, comme aux autres travailleurs, les solutions auxquelles ils aspirent.

Dans l'enseignement, comme pour tout le prolétariat, le frein le plus puissant à l'engagement de combats de masse, c'est le sentiment qu'il n'y a aucune autre politique possible, aucun autre gouvernement. C'est à nourrir ce désarroi que s'emploient les dirigeants syndicaux en apportant un soutien de plus en plus ouvert au gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner, tout comme le PS, qui le vertèbre, et le PCF, qui y participe.

C'est pourquoi il est indispensable d'ouvrir la perspective d'un autre gouvernement, d'adresser au nom des travailleurs, dans l'enseignement comme ailleurs, la revendication au PS et au PCF: "**rompez avec le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner! formez un gouvernement de vos seuls partis!**", d'autant que les travailleurs de l'enseignement public n'ont pas élu une majorité relative du PS et du PCF pour que soit poursuivie la politique des Chirac et des Juppé. D'un tel gouvernement, les travailleurs exigeraient qu'il satisfasse leurs revendications.

En effet, cette perspective politique ouvre la voie à la mobilisation des masses, elle s'inscrit dans le combat pour un gouvernement ouvrier, qui expropriera le capital pour répondre enfin aux immenses besoins de la population laborieuse, en s'engageant vers le socialisme. Elle est inséparable du combat contre le gouvernement bourgeois de collaboration de classes dirigé par Jospin.

Le 2 mars 1998

COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

« On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme » Lénine

Comité pour la construction
du Parti ouvrier révolutionnaire
de l'Internationale ouvrière révolutionnaire

Supplément ENSEIGNEMENT PUBLIC

21 février 1998

BLOQUER L'OFFENSIVE CONTRE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC IMPLIQUE D'IMPOSER AUX DIRIGEANTS DE LA FSU, DE LA FEN, DE FO, DE LA CGT, DE

ROMPRE LEUR SOUTIEN AU GOUVERNEMENT JOSPIN-GAYSSOT-CHEVÈNEMENT-VOYNET-KOUCHNER
PRÉPARER LA GRÈVE GÉNÉRALE DES PERSONNELS DE L'ÉCOLE PUBLIQUE

UNE NOUVELLE VAGUE D'ATTAQUES

A coups de décrets, circulaires, rapports d'experts, le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner donne l'assaut aux statuts, aux postes, aux salaires des personnels enseignants et non-enseignants. Depuis la rentrée de janvier, il a réaffirmé sa volonté de détruire le mouvement national de nominations dans le secondaire, dont il a engagé le processus avec un décret en date du 15 décembre, qui « déconcentre » les services centraux chargés de son organisation. Il a lancé une « réforme » des lycées qui prône la diminution des heures d'enseignement, des disciplines, qui vise le caractère national des programmes et du baccalauréat. Après le refus de rétablir les 5 000 postes supprimés par le gouvernement Chirac-Juppé, le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner a inscrit zéro création au budget 98. Les conséquences sont ressenties durement en ce moment même dans les écoles, les collèges, les lycées et les universités, où sont annoncés des milliers de suppressions d'heures d'enseignement, de postes, la baisse de 3 000 places aux concours de l'Éducation nationale.

Cette politique est conforme aux besoins de la bourgeoisie française, pour qui l'école publique coûte trop cher, pour qui le nombre de jeunes poursuivant des études pour se qualifier doit diminuer, pour qui les personnels sont encore trop protégés par les statuts nationaux Fonction publique.

Le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner applique avec zèle cette politique, c'est un gouvernement bourgeois, son premier acte fut de préserver Chirac. Il est totalement au service du capital, dont les intérêts sont incompatibles avec ceux des personnels et des élèves.

Constatant que le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner poursuit la politique de Chirac-Juppé, des partis bourgeois RPR-UDF qu'ils ont battus aux élections législatives justement pour en finir avec cette politique réactionnaire, les enseignants, les personnels de l'enseignement public s'interrogent: qu'est-ce qui lui en donne la force et comment combattre ?

LES DIRIGEANTS SYNDICAUX EN PORTENT LA RESPONSABILITÉ

Le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner puise la force de mener cette offensive dans l'appui que lui apportent, outre le PS et le PCF (qui ont voté, à l'Assemblée nationale, la loi dite pour l'emploi des jeunes, le budget 98, la loi Chevènement, la loi de flexibilité et d'annualisation du temps de travail), les dirigeants des syndicats de l'enseignement, chacun jouant dans son registre.

« Emplois-jeunes » : Les dirigeants syndicaux ont élaboré, pendant l'été, le contenu de la loi avec le gouvernement. Ils ont permis qu'elle soit votée sans que les enseignants puissent s'y opposer et ont organisé activement son application.

Mouvement national : Les dirigeants de la FEN soutiennent ouvertement sa destruction, ceux de la FSU se disent contre, mais ont participé à la « concertation » pour rédiger la circulaire qui constitue le premier pas dans cette destruction : abolition du barème dès cette année, généralisation des T.A. Ni les dirigeants du SNES, ni ceux de FO, qui proclament défendre le mouvement national, n'ont exigé le retrait de la circulaire 98, ni organisé le combat centralisé pour faire échec au gouvernement.

Protéger le gouvernement bourgeois, éviter que les enseignants, les travailleurs engagent une lutte qui le mette en cause, qui impose la constitution d'un gouvernement du PS et du PCF sans représentant d'organisation bourgeoise, voilà l'objectif que poursuivent les dirigeants des syndicats par leur politique de soumission au gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner.

LE CONGRÈS DE LA FSU PRÉPARE LA RENTRÉE DU GOUVERNEMENT

La FSU a tenu son congrès national, du 8 au 12 décembre, donc en pleine offensive contre le mouvement national et au moment où étaient annoncées les fermetures dans le second degré. Pour M.Deschamps, secrétaire général, pas question d'organiser le combat uni pour défaire ces attaques, bien au contraire, il déclare:

« Le congrès de Toulouse doit être un congrès pour changer l'école. Il devra répondre à une question toute simple : l'école est-elle capable de se transformer ? Les enseignants y sont-ils prêts ? »

Ce sont les termes même que le ministre Allègre utilisera le 8 janvier pour présenter la « réforme » des lycées. Quant à la méthode pour essayer de la faire passer, Deschamps l'a martelé pendant le congrès : *la solution, c'est encore plus de concertation. Allègre ne discute pas assez avec nous, mais*

Jospin va y mettre bon ordre ; le premier ministre nous reçoit le 5 janvier, victoire !

Corrélativement, les appareils des syndicats nationaux de la FSU ont peaufiné un dispositif d'actions disloquées pour émietter la puissance potentielle des personnels, pour protéger le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner, à la rentrée de janvier, lui laisser le champ libre pour une nouvelle offensive d'ampleur : grève des instituteurs à l'appel du SNUIPP le 20 janvier, des infirmières le 21, manifestation SNUIPP, SE-FEN, SGEN-CFDT le 1er février, grève du second degré le 3.

Le 5 janvier, Jospin reçoit les dirigeants FSU :
« Il a beaucoup argumenté sur la réduction nécessaire des dépenses publiques et en faveur du gel du nombre des fonctionnaires. Dans ce cadre ont donc été écartées toutes les demandes ayant des conséquences financières ou en matière de créations d'emplois. » (L'US, journal du SNES, 10/01)

Le 8 janvier, le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner annonce la mise en route de la « réforme » des lycées, par l'envoi de questionnaires aux enseignants et aux lycéens. Les dirigeants de la FSU et de la FEN appellent à y participer, à « *faire entendre la voix du terrain* ». Encore une fois, c'est un soutien actif.

LES DIRECTIONS DE LA FEN ET DE FO SIGNENT L'ACCORD SALARIAL

Le 14 janvier, le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner ouvre des « négociations » salariales dans la Fonction publique. Alors qu'il affirme qu'il n'est pas question de compenser le gel décidé par le gouvernement Chirac-Juppé, les sept fédérations de fonctionnaires acceptent de se réunir avec le ministre Zuccarelli. A la sortie de cette séance, toutes déclarent « *insuffisantes les propositions salariales* » (Le Monde, 16/01)... mais confirment leur participation aux rendez-vous suivants. Le 28 janvier, les délégations de la FEN et de FO (avec la CFDT, la CFTC, la CGC) annoncent leur accord pour signer le relevé de conclusions qui fixe :
+ 0,8% au 1er avril 98 et 1 point d'indice, soit 23,37F net ; + 0,5 au 1er novembre ; + 0,5 au 1er avril 99 ; + 0,8 au 1er décembre et 1 point d'indice.
Les signataires se justifient de cette honteuse capitulation en vantant les gains pour les plus bas salaires. Or, le réalignement du traitement minimum sur le SMIC correspond à la simple intégration dans le traitement de l'actuelle indemnité compensatrice.
De plus, les dirigeants syndicaux, unanimes, ont réclamé l'application à la Fonction publique de la loi d'annualisation et de flexibilité du temps de travail (avant même son adoption). Elles ouvrent ainsi la possibilité d'une modification des statuts des personnels, préparée par « *un état des lieux exhaustif de la réglementation et des pratiques effectives concernant le temps de travail et les heures supplémentaires.* » (Relevé de conclusions)

Cet accord est une aide considérable apportée au gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner.
« *Avec cet accord, il n'y a certes pas de quoi crier au miracle. Mais nous sommes conscients d'avoir sauvé la politique contractuelle dans un contexte difficile...* » (L'Enseignant, journal du SE-FEN, février 98)

COMMENT COMBATTRE ?

Mais les personnels de l'enseignement public, eux, n'ont rien signé et leurs revendications demeurent :

. Maintien des garanties statutaires nationales dans le cadre du statut de la Fonction publique. Maintien du mouvement national
. Rattrapage du pouvoir d'achat perdu depuis 15 ans ; augmentation générale des salaires, garantis par l'échelle mobile
Aucune suppression d'heure d'enseignement ni de poste ; créations de tous les postes nécessaires à la défense et l'amélioration des conditions de travail et d'études
. Abandon immédiat de la « réforme » des lycées

Pour la satisfaction de ces revendications, les enseignants et tous les personnels sont prêts à combattre. Leur volonté s'est manifestée, malgré le cadre pourri des journées d'action de janvier-février. Les dirigeants syndicaux réclament « l'ouverture de négociations avec le gouvernement », c'est à dire la poursuite de leur politique traître de collaboration qui permet toutes les attaques contre l'école.

Au contraire les travailleurs de l'enseignement public cherchent à affronter et vaincre le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner. Pour cela, il faut le priver de l'appui décisif que lui apportent les dirigeants des syndicats :

. Dirigeants de la FSU, de la FEN, de FO, de la CGT, **rompez avec le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner** ! Sortez de tous les organismes de participation à l'élaboration de sa politique au service du capital ! Boycott des colloques organisant la « réforme » des lycées ! Dirigeants de la FEN et de FO, retirez votre signature de l'accord salarial !

. Dirigeants de la FSU, de la FEN, de FO, de la CGT, **votre responsabilité est de réaliser le Front Unique des syndicats de l'enseignement public contre la liquidation du mouvement national, la « réforme »des lycées, pour le maintien de tous les postes,**
de préparer la grève générale de l'enseignement public pour arracher la satisfaction des revendications.

Cette politique de rupture des organisations ouvrières, partis et syndicats, avec la bourgeoisie, est seule susceptible d'apporter aux personnels de l'enseignement public, comme aux autres travailleurs, les solutions auxquelles ils aspirent. Elle s'inscrit dans la perspective du combat pour un autre gouvernement, un gouvernement PS-PCF sans ministre issu de partis bourgeois. Les militants qui éditent Combattre pour le Socialisme appellent à se regrouper pour mener ce combat, pour construire le Parti ouvrier révolutionnaire.

APRÈS L'ADOPTION DE LA LOI DITE DES "35 HEURES"

UNE LOI RÉACTIONNAIRE DIRIGÉE CONTRE LE PROLÉTARIAT

Le 10 février 1998, l'Assemblée Nationale a adopté en première lecture la loi *"d'orientation et d'incitation à la réduction du temps de travail "*, dite des *"35 heures "*, par 316 voix contre 254. Les députés du PS, du PCF et du groupe parlementaire RCV, rassemblant les Verts, le MDC et le PRG ont voté pour. Ceux de l'UDF et du RPR ont voté contre.

Le N°70 de *Combattre pour le Socialisme* a analysé le contenu du projet de loi (voir CPS n°70 – pages 13à 16), qui allait être présenté au conseil des ministres du 10 décembre 1997 mais dont les grandes lignes étaient connues depuis la "conférence nationale pour l'emploi, les salaires et la réduction du temps de travail " tenue le 10 octobre 1997 à l'instigation du gouvernement Jospin– Gayssot – Chevènement – Voynet – Kouchner.

Déjà, en tant que tel, ce projet de loi préparait une attaque majeure contre les acquis du prolétariat dans l'objectif de faire baisser toujours plus le prix de la force de travail. L'ensemble des dispositions qu'il contenait visait à donner une nouvelle impulsion aux négociations entreprise par entreprise voire branche par branche, en vue d'organiser la flexibilité et l'annualisation du temps de travail, la baisse des salaires et de liquider les acquis ouvriers cristallisés dans le code du travail et dans les conventions collectives (cf. article dans CPS n°70).

La loi adoptée par l'Assemblée Nationale, "enrichie " par les amendements du gouvernement, du PS, du PCF et des députés du groupe RCV aggrave encore l'ampleur des coups portés contre les travailleurs. Commentant le texte final, le député UDF – DL Gilles de Robien a déclaré que *"la loi sur les 35 heures est "peut-être un tout petit peu moins mauvaise " "* et il a souligné *"même la gauche a été obligée de voter certains amendements qu'elle se refusait à discuter il y a encore quelques jours, notamment sur une certaine annualisation "* (*Les Échos* du 9/02/98).
En particulier, on peut noter que par rapport au projet initial soumis à l'Assemblée Nationale à partir du 27 janvier 1998, la loi :

* élargit les possibilités d'annualiser le temps de travail ; à ce propos, *Libération* du 9/02/98 indique :

  " Le passage aux 35 heures peut être organisé, "en tout ou partie, sous forme de jours de repos ", précise le texte de Martine Aubry. C'est une forme d'annualisation du temps de travail, donc de flexibilité ".

* augmente considérablement les *"aides "* accordées aux patrons qui s'engageront après l'adoption définitive de la loi dans la réduction du temps de travail, cela à l'initiative soit du gouvernement, soit des députés du PS et du PCF. *Le Monde* du 9/02/98 indique que venant s'ajouter aux *"aides "* déjà prévues dans le projet, leurs amendements ont prévu l'ajout d *"aides spécifiques "* :

  " Aides spécifiques : les députés ont voté un amendement du gouvernement instaurant une aide (dégressive) de 4 000 francs pour les entreprises dont 60% des salariés sont ouvriers et dont 70% sont payés entre 1 et 1,5 fois le SMIC ; une majoration de 1 000 francs pour celles qui vont au-delà des obligations légales ou qui embauchent des publics en difficulté (amendement PS, PC) ; une aide majorée de 4000 francs pour celles qui passent aux 32 heures en deux temps d'ici au 1er janvier 2002 (Verts) ; un dispositif d'appui technique aux P.M.E. (PS). "

Certes, les députés de l'UDF et du RPR ne sont pas parvenus à faire valoir l'exigence du CNPF que soient abandonnées les dispositions prévoyant "*le principe de la réduction de la durée légale du travail à 35 heures au 1er janvier 2000 pour les entreprises de plus de 20 salariés et au 1er janvier 2002 pour les plus petites* " (*Le Monde* du 9/02/98). Mais il n'en reste pas moins que *Le Monde* du 9/02/98 pouvait diagnostiquer :

" La dernière séance au Palais Bourbon s'est déroulée dans un climat apaisé ".

L'ENGAGEMENT DU GOUVERNEMENT JOSPIN–GAYSSOT–CHEVÈNEMENT–VOYNET–KOUCHNER

Le 22/01/98, L. Jospin intervenait au forum de "l'Expansion " et s'adressait aux "chefs d'entreprises et aux milieux économiques "

" Un discours qui a incontestablement séduit les patrons qui attendaient toutefois Lionel Jospin sur le terrain des 35 heures. Alors que s'ouvrira, mardi, la discussion parlementaire sur la réduction du temps de travail, le Premier ministre s'est efforcé de convaincre le patronat de s'engager "résolument dans la voie de la négociation et du dialogue social " sur les 35 heures.
" Ma conviction est que nous ne parviendrons à développer l'emploi que si l'ensemble des acteurs économiques et sociaux trouve, par la négociation décentralisée, la voie d'une croissance qui combine à la fois la solidarité et l'efficacité. "

Pour tenter de rassurer le CNPF qui reste résolument hostile à la démarche jugée autoritaire du gouvernement, Lionel Jospin a affirmé que le projet s'inscrit dans la durée, en laissant à la négociation d'entreprise toute sa place.

" Il ne s'agit pas d'imposer, ni de se substituer aux partenaires sociaux, mais de déterminer un cadre légal de référence, d'orienter et d'inciter afin qu'au cours

des prochaines années, les entreprises trouvent à l'échelle la plus décentralisée – entreprises le plus souvent, ou branches – les modalités les mieux adaptées " ". (Les Échos du 23/02/98)

Dès l'ouverture du débat à l'Assemblée Nationale, le gouvernement par la voix de Martine Aubry, s'est empressé de donner de nouveaux gages au CNPF. *Le Monde* du 27/01/98 précisait :

" En défendant son texte, Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité, a annoncé trois mesures nouvelles : la création à partir de 2000, de deux SMIC différents l'un mensuel et l'autre horaire ; des allégements de charges supplémentaires pour les entreprises qui emploient 60% d'ouvriers ; et la possibilité pour les très petites entreprises qui s'engagent dans les 35 heures de pouvoir bénéficier des aides pour des emplois créés à temps partiel ".

L'engagement pris par le gouvernement du maintien d'un SMIC horaire à son niveau actuel et l'annonce de l'ouverture de "négociations" sur cette question comme sur celles de la rémunération des salaires à temps partiel et du taux de rémunération des heures supplémentaires ultérieurement à l'adoption de la loi ont été de sérieuses garanties données au patronat. Sur cette base, participant au sommet de Davos, D. Strauss-Kahn a pu parader en tant que *" V.R.P. du socialo-business ". Libération* du 2/02/98 commentait :

" Endossant le costume du socialiste "pro-businness ", il s'est employé à démontrer que la loi sur les 35 heures allait permettre d'ouvrir la négociation, "trop longtemps bloquée en France ", pour aboutir à plus de flexibilité, voire à une modération salariale. Par ailleurs, a-t-il indiqué, le gouvernement en profite pour baisser les charges sur les bas salaires. Au passage, le ministre a confirmé que la rémunération minimale mensuelle annoncée par Martine Aubry grimperait moins vite que le SMIC horaire. Enfin DSK s'est félicité d'avoir gelé les dépenses publiques. Au point qu'un journaliste américain demande à son voisin : " il est de centre droit ? ... " "

...LE SOUTIEN SANS FAILLE DU PS ET DU PCF...

A la veille du débat parlementaire, L. Jospin obtenu la garantie d'une adhésion totale du PS à son projet réactionnaire. Rendant compte de son intervention devant les secrétaires de section du PS réunis à paris le 25 janvier 1998, *Le Monde* du 27/02/98 indiquait :

" De François Hollande " à Martine Aubry, de Jean Glavany à Jean Le Garrec, les socialistes ont souligné qu'ils n'entendaient ni durcir ni rigidifier le projet de loi sur les 35 heures qui viendra en discussion à l'Assemblée nationale à partir de mardi. Les éventuels "verrous " sont renvoyés à la deuxième loi, en 1999 "

Du coté du PCF, *Le Monde* du 11/02/98 tirait ainsi le bilan à la fin du débat parlementaire :

" La déclaration des députés communistes, qui s'étaient dits, le 3 février, "préoccupés par l'évolution du projet " de loi, ne devrait pas avoir d'incidence lors du vote. Au groupe, on se félicitait au contraire, lundi 9, de la prise en compte de plusieurs de ses amendements. Restent quelques "inquiétudes ", notamment sur le SMIC, qui devraient être rappelées, mardi, à la tribune de l'Assemblée. "

De plus *Le Monde* du 11/02/98 précisait :

" Quant aux autres contestataires, qu'ils soient représentants de la Gauche Socialiste, ex-poperenistes ou refondateurs communistes, ils ne sont guère intervenus lors des débats, jugeant sans doute la partie jouée d'avance "

Tandis que les Verts exprimaient leur entière satisfaction, seul le PRG, dont Kouchner est l'un des représentants au gouvernement, faisait savoir quelque peu sa déception que sa "bataille en faveur de l'annualisation" n'ait pas pleinement porté ses fruits.

... LA RESPONSABILITÉ DES DIRIGEANTS SYNDICAUX

Dans l'affaire, les dirigeants de la CGT, de FO, ceux des syndicats enseignants de la FSU et DE la FEN est lourde et entière. En particulier ceux de la CGT et de FO ont été en première ligne pour aider le gouvernement et éviter qu'une perspective de combat soit ouverte au prolétariat.

L'article paru dans CPS n° 70 a déjà analysé leur engagement dans la préparation de la conférence nationale du 10 octobre et leur appui sur l'initiative du gouvernement suite à cette conférence. A la veille et pendant le débat à l'Assemblée nationale, ils se sont situés sur la même ligne.

La résolution adoptée par le Comité Confédéral National de FO des 21 et 22 janvier 1998 stipulait :

" Néanmoins, le projet de loi sur les 35 heures, présenté par le gouvernement, soulève de nombreuses réserves de la part de la CGT-FO, notamment face à une volonté restrictive " (FO-Hebdo du 28/01/98)

Formellement les dirigeants de FO se sont démarqués du gouvernement en "revendiquant" *"le passage aux 35 heures, sans baisse ni gel des rémunérations "* et *" le maintien de la référence hebdomadaire de la durée du travail ".* Mais sur le fond, ils n'ont fait qu'émettre de *"nombreuses réserves "* en laissant les mains libres au gouvernement et en déplorant de n'avoir pas été associés à une concertation sur la question du SMIC.

Il en est de même pour les dirigeants de la CGT. Après avoir orchestré une campagne de soutien au projet du gouvernement en manipulant le "mouvement des chômeurs", ils ont eux aussi exprimés leurs *"réserves ".*

Dans un entretien au journal *Le Monde* du 1/02/98, L. Viannet, secrétaire général de la CGT déclarait :

> *" Il est décisif que la mise en œuvre des 35 heures réussisse. Pour nous, cela signifie que cette loi permette à la fois de génère des créations d'emplois et d'empêcher toute dégradation supplémentaire de la situation des salariés, tant sur les conditions de travail que sur les salaires. En l'état, le projet de loi a de lourdes insuffisances "*

S'inscrivant dans la politique du gouvernement, il poursuivait :

> *" Pour autant nous ne souhaitons pas un projet de loi qui cadenasse tout. Nous avons dit, dés le début, que nous étions d'accord pour que ce projet serve de base aux négociations "*

Les dirigeants de la FSU et de la FEN ont quant à eux soutenu ouvertement le gouvernement en réclamant l'application des 35 heures à la fonction publique.

SUR QUELLE ORIENTATION COMBATTRE ?

Après la loi quinquennale dite pour l'emploi, après la loi de Robien, la nouvelle loi sur les " 35 heures " constitue une véritable machine de guerre contre la classe ouvrière. Avant même son adoption le patronat a affirmé qu'il serait " légaliste ". Bien que n'ayant pas obtenu tout ce qu'il souhaitait, il ne fait aucun doute qu'il va utiliser cette loi pour engager une offensive à coups redoublés contre les travailleurs en vue de généraliser la flexibilité et la baisse des salaires. D'ores et déjà au nom de l'application de la loi, certaines branches du CNPF ont dénoncé les conventions collectives, comme dans le secteur de la banque, et invitent les dirigeants syndicaux à ouvrir des négociations d'entreprises.

La possibilité pour le patronat de d'aller dans cette voie repose entièrement sur les dirigeants syndicaux à tous les niveaux : tout dépend en grande partie de leur engagement dans les " négociations " sur une orientation de concertation-partipation, tout cela bien entendu au nom de la lutte contre le chômage et pour préserver l'emploi.

CPS publie ci-après la déclaration du Comité pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, pour la construction de l'internationale ouvrière révolutionnaire en date du 17/01/98. Dans la continuité de l'orientation dégagée alors, contribuer à permettre au prolétariat de faire face à l'offensive du gouvernement et du patronat c'est combattre pour :

Non à la flexibilité ! Non à l'annualisation du temps de travail ! Non à la baisse des salaires ! Non à la liquidation du SMIC!

La responsabilité des dirigeants syndicaux à tous les niveaux, dans chaque entreprise, dans chaque branche et nationalement, c'est de refuser de participer aux " négociations " en vue le l'application de la loi dite des " 35 heures ".
La responsabilité des dirigeants de la CGT, de FO, mais aussi celle des dirigeants de la FSU et de la FEN, c'est de rompre avec le gouvernement Jospin – Gayssot – Chevènement – Voynet – Kouchner et avec le patronat : A bas la participation-concertation !

La responsabilité des dirigeants de la CGT, de FO, de la FSU et de la FEN c'est de réaliser le front unique des organisations syndicales en vue d'organiser le combat général du prolétariat pour imposer aux PS et aux PCF qu'ils rompent avec le gouvernement et qu'ils abrogent la loi réactionnaire dite des " 35 heures ".

S'engager ainsi, c'est permettre le combat effectif pour la défense des acquis ouvriers, c'est ouvrir la voie au combat pour le seul gouvernement qui pourrait réellement résoudre la question du chômage et assurer le droit au travail : un gouvernement sans représentants d'organisations bourgeoises, rompant avec le capital et s'engageant vers le socialisme.

En l'absence de parti ouvrier révolutionnaire, le combat pratique pour un tel gouvernement passe par l'organisation des travailleurs et la jeunesse pour œuvrer à la mobilisation générale du prolétariat qui seule peut imposer aux PS et au PCF qu'ils rompent avec l'actuel gouvernement, qu'ils chassent Chirac, qu'ils en finissent avec la V° République et qu'ils constituent un gouvernement du PS et du PCF sans représentants de la bourgeoisie. De ce gouvernement, les masses exigeraient la satisfaction de leurs revendications. Pour mener ce combat politique il faut construire un authentique parti ouvrier révolutionnaire : c'est l'orientation du Comité.

Le 26 février 1998.

ERRATA:

Deux erreurs se sont produites lors de la frappe de l'article consacré au projet de loi des 35 heures dans le CPS n°70.

Page 14: un membre de phrase a sauté dans le paragraphe: "*Une nouvelle machine de guerre contre le prolétariat*"
Il se lit en réalité comme suit (le membre de phrase oublié dans le précédent numéro de CPS est souligné dans le passage)
"*Malgré l'engagement des dirigeants de la CGT et FO, aux cotés de la CFDT, de la CGC et de la CFTC, pour aider le CNPF à mettre en application cette loi, en particulier par la signature du relevé de décision du 28 février 1995, concrétisant l'initiative de jean Gandois de "relancer le dialogue social" et par la signature de l'accord interprofessionnel du 31 octobre 1995 (que la CGT n'a pas signé mais qu'elle à cautionné en participant aux négociations jusqu'au bout)*"

Page 17: La conclusion de l'article, elle, était rédigée ainsi (idem: ce qui a sauté est souligné):
"*A l'évidence, pour arracher une telle revendication, il faut affronter et vaincre le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner, gouvernement au service du capital, imposer au PS et au PCF qu'ils rompent avec le gouvernement. Ce serait ouvrir la voie pour qu'ils mettent à bas Chirac et forment un gouvernement du PS et du PCF sans représentants d'organisations bourgeoises. Cela ne peut être acquis que par la mobilisation, le combat général du prolétariat sur cet axe.*"

CPS présente ses excuses à ses lecteurs pour ces erreurs.

Déclaration du Comité pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, pour la construction de l'internationale ouvrière révolutionnaire

SOUS COUVERT DE 35 HEURES: FLEXIBILITÉ, ANNUALISATION ET BAISSE DES SALAIRES !

La responsabilité des dirigeants CGT et FO, de ceux de la FSU et de la FEN, c'est de rompre avec le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner, c'est de se prononcer:

RETRAIT DU PROJET DE LOI DIT "DES 35 HEURES"!

C'est d'appeler les travailleurs à une manifestation en masse à l'Assemblée nationale le jour du vote pour imposer aux députés PS et PCF qu'ils rejettent ce projet de loi

Fin janvier, l'Assemblée nationale examinera le projet de loi "*d'orientation et d'incitation à la réduction du temps de travail*", adopté en conseil des ministres le 10 décembre.
Depuis la conférence du 10 octobre, au terme de laquelle le gouvernement a annoncé ce projet de loi, celui-ci a été mis en avant par les dirigeants syndicaux (notamment ceux de la CGT) et le gouvernement à de nombreuses reprises. Ils l'ont ainsi présenté comme une réponse aux revendications des travailleurs en grève dans les transports publics ou à France 3.
Maintenant ils affirment que c'est une solution au désespoir qui étreint la fraction du prolétariat enfermée dans le chômage et la précarité.
Dans le même temps, le patronat s'est opposé publiquement et nettement à ce projet de loi. Qu'en est-il?

FLEXIBILITÉ ET DESTRUCTION DES ACQUIS

Dès l'exposé de ses motifs, le projet de loi dit:
"*les entreprises peuvent, et ont déjà pour certaines, tirer parti de la réduction du temps de travail: des durées courtes permettent des choix d'organisation plus variés et plus diversifiés, des modulations d'horaires adaptées aux variations de production, une meilleure utilisation des équipements, une amélioration de la qualité du service.*"

"*Tirer parti de la réduction du temps de travail*"? En d'autres termes: accroître la flexibilité, intensifier l'exploitation. Mais pour cela, doivent être démantelées les conventions collectives cristallisant les acquis fondamentaux arrachés par le prolétariat tels le calcul hebdomadaire de la durée du travail, le paiement majoré des heures supplémentaires, etc.

Comment y parvenir? Par l'association étroite à cet objectif des dirigeants des organisations syndicales à tous les niveaux. *Le Monde* du 29/11/97 rapporte: "*L'avant-projet indique que syndicats, organisations patronales, employeurs et groupements d'employeurs représentatifs sont invités à négocier les modalités de cette baisse "adaptées aux situations des branches et des entreprises" dans le cadre des dispositions du code du travail prévoyant déjà différentes solutions (annualisation par exemple* (sic!)*).*"

C'est le but de ce projet de loi: donner une impulsion à de telles "négociations" de démantèlement des acquis, pour aboutir à une seconde loi, fin 1999, fixant la durée légale du travail à 35 heures en intégrant les résultats de ces "négociations".

BAISSE DES SALAIRES

Le 8 décembre, devant des patrons de la région lyonnaise, M.Aubry expliquait: "*S'il paraît difficile* (sic!) *de prélever sur les salaires nets, il paraît évident que les salariés doivent mettre des éléments sur la table. Une maîtrise des salaires doit être discutée*". Jospin l'affirmait sans aucune ambiguïté dès septembre dernier: il ne s'agit en aucun cas de 35 heures payées 39, ce qu'il affirme être "antiéconomique". Il est donc inéluctable que les salaires nominaux baissent.
Le dispositif prévoit également des aides aux patrons qui peuvent aller jusqu'à 108 000 francs par an et par salarié, sous forme d'exonérations de charges, poursuivant ainsi le plan Juppé de destruction de la Sécurité sociale, du salaire différé.

Pourtant, E-A.Seillière nouveau président du CNPF, a martelé: "*nous ne nous laisserons pas faire*".

Le patronat compte faire valoir l'intégralité de ses exigences dans les négociations qu'il veut mener entreprise par entreprise, pour y démanteler les acquis ouvriers, pour liquider les conventions collectives.
Mais il ne veut pas entendre parler d'une date-butoir rendant les 35 heures obligatoires. Certes, *Le Monde* du 29/11/97 souligne que "*la majoration du coût du travail" serait de moins de 3% car "les majorations des heures supplémentaires effectuées entre 35 et 39 heures seront au maximum de 25% après l'an 2000"* et précise: "*Il n'est même pas exclu que les entreprises puissent rester aux 39 heures sans aucun surcoût au 1er janvier 2000*". Mais le patronat estime que, aussi favorable lui soit le projet du gouvernement, une durée légale du temps de travail à 35 heures serait un frein dans la mise en œuvre de la flexibilité et de l'annualisation du temps de travail.

LES DIRIGEANTS DES CONFÉDÉRATIONS CGT ET FO EN PREMIÈRE LIGNE

Mais cette seconde loi est un alibi indispensable aux dirigeants des organisations syndicales ouvrières pour qu'ils puissent apporter leur soutien au projet anti-ouvrier du gouvernement.
Elle permet par exemple à L.Viannet (CGT), de saluer dans *Les Échos* du 9/12/97 ce qu'il prétend être: "*l'avancée la plus importante depuis 1936*". Ce soutien des dirigeants des syndicats ouvriers à tous les niveaux est indispensable au gouvernement pour faire passer sa politique.
Le même Viannet précisait même pourquoi: "*Les salariés sentent que les entreprises prendront prétexte des 35 heures*

pour obtenir l'annualisation du temps de travail, la baisse des salaires et l'augmentation des cadences". Effectivement !
Mais il ne le reconnaît que pour conclure: *"D'où un réflexe d'expectative des salariés que nous devons aider à dépasser"*!
Il s'agirait donc de faire de la CGT l'instrument du projet de loi du gouvernement, pour "*dépasser*" la résistance des "*salariés*"!
M.Blondel (FO) ne dit pas fondamentalement autre chose.

De leur côté les dirigeants des fédérations syndicales de la fonction publique, notamment de la FSU et de la FEN, ne sont pas en reste: ils demandent l'extension à celle-ci de la loi dite "des 35 heures", l'extension aux fonctionnaires de ce dispositif!

Au contraire, alors que la crise financière centrée en Asie met à l'ordre du jour comme une possibilité immédiate la dislocation du marché mondial, ce qui entraînerait des attaques contre les acquis antérieurs sans commune mesure avec les coups déjà portés, leur responsabilité, c'est de dresser l'ensemble du prolétariat en défense de ses acquis.
Il faut exiger des dirigeants CGT, FO, FSU et FEN, qu'ils rejettent ce projet de loi, qu'ils se prononcent en particulier contre l'annualisation du temps de travail, la flexibilité et la baisse des salaires, pour le maintien du calcul hebdomadaire et journalier de la durée du travail, le maintien du paiement de toutes les heures supplémentaires.

POUR LE DROIT AU TRAVAIL...

De nombreuses actions sont menées par des associations se proclamant représentantes des chômeurs. Il est évidemment profondément intolérable aux travailleurs de voir une partie croissante d'entre eux vouée à la déchéance. Mais ces associations, comme la direction de la CGT, opposent les chômeurs à ceux qui ont un travail, divisent la classe ouvrière, et orchestrent une campagne de soutien au projet gouvernemental "des 35 heures": partage de la misère et abandon des acquis, au nom de la "solidarité", voilà leur ligne!

La seule voie permettant d'en finir avec le chômage et la précarité, c'est la réduction du temps de travail à 35 heures, 32 heures, moins encore, de manière à répartir tout le travail disponible entre tous les travailleurs, jusqu'à l'embauche de tous les chômeurs, sans diminution de salaire, ni flexibilité, avec maintien de tous les acquis ouvriers.

Une telle politique exige d'organiser la production en fonction des besoins de la population laborieuse et non plus de la recherche du profit privé; une telle politique exige d'en finir avec la propriété privée des moyens de production, d'exproprier le capital. Pour cela, le prolétariat doit prendre le pouvoir, un gouvernement ouvrier doit être constitué, il faut combattre pour construire un parti ouvrier révolutionnaire.
La satisfaction du droit au travail est incompatible avec le maintien du régime capitaliste.

...IMPOSER LA RUPTURE AVEC CE GOUVERNEMENT AU SERVICE AU CAPITAL

En juin dernier, les travailleurs se sont prononcés pour en finir avec Chirac et sa politique. Ils ont infligé une défaite à Chirac, au RPR, à l'UDF, utilisant le vote pour le PS et le PCF.

Mais le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner a été constitué en défense du Capital. Il réunit en une coalition le PS, le PCF, et des groupes bourgeois: PRS, MDC, Verts. Il couvre Chirac, poursuit et développe la politique du gouvernement Chirac-Juppé.
Pour la défense des acquis ouvriers, la satisfaction de l'aspiration à en finir avec le chômage, la misère, le travail précaire, les travailleurs auront à imposer aux dirigeants syndicaux qu'ils rompent avec le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner.

La défense des acquis, la lutte pour le doit au travail et une existence digne pour tous exigent de combattre pour un gouvernement rompant avec le Capital, ses hommes, ses partis.
Elles exigent de combattre pour imposer au PS et au PCF qu'ils rompent avec le gouvernement, mettent à bas Chirac et sa V° République, qu'ils forment un gouvernement du PS et du PCF sans représentants d'organisations bourgeoises.

Dans l'immédiat, la première responsabilité des dirigeants CGT et FO, de ceux de la FSU et de la FEN, c'est de rompre avec le gouvernement, et de se prononcer:

Non à la flexibilité, non à l'annualisation du temps de travail, non à la baisse des salaires:

À BAS LE PROJET DE LOI DIT "*DES 35 HEURES*"!

Les députés du PS et du PCF à l'Assemblée n'ont pas été élus pour que se poursuive la politique anti-ouvrière des Chirac et Juppé. Ils n'ont pas été élus pour couvrir la politique réactionnaire que mène le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner:

- **La responsabilité des dirigeants des confédérations et fédérations syndicales, c'est d'appeler les travailleurs à une manifestation en masse à l'Assemblée le jour du vote, afin d'imposer aux députés du PS et du PCF qu'ils rejettent ce projet de loi.** Ainsi serait ouverte la voie pour qu'ils abrogent la loi quinquennale et toutes les lois et décrets organisant la flexibilité du travail.

- **La responsabilité des dirigeants syndicaux à tous les niveaux, dans chaque entreprise, dans chaque branche, c'est d'ores et déjà de boycotter et d'appeler au boycott des négociations ouvertes par le patronat pour laminer les acquis sociaux.**

Le 17/01/98

COMMUNIQUE DU COMITÉ POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE, DE L'INTERNATIONALE OUVRIÈRE RÉVOLUTIONNAIRE

PS, PCF, ET DIRIGEANTS DES ORGANISATIONS SYNDICALES DOIVENT SE PRONONCER:

LIBÉRATION IMMÉDIATE DES DIRIGEANTS D'HERRI BATASUNA !

Le lundi 1er décembre 1997, les vingt-trois membres de la direction collégiale d'Herri Batasuna ont été condamnés par la Cour suprême à sept ans de prison et 20 000 F d'amende pour « collaboration avec une organisation armée ». C'est un événement dont l'importance doit être soulignée: pour la première fois en Europe depuis la révolution au Portugal en 1974-75 et la fin du franquisme, un parti politique est proscrit. C'est une atteinte fondamentale aux libertés démocratiques de tous les travailleurs.

Herri Batasuna (« Unité populaire ») est un parti qui a obtenu 12,2 % aux élections générales de 1996, qui dispose de 650 élus, dont 18 députés régionaux et 2 députés nationaux. Il regroupe le syndicat LAB, le mouvement de jeunes Jarrai, le mouvement écologiste Eguzki et un mouvement de soutien aux prisonniers et leurs familles). Le "Parti Populaire" au pouvoir, les héritiers du franquisme, assassin du prolétariat espagnol, oppresseur du peuple basque, ont emprisonné sa direction pour *« avoir voulu céder, lors de la campagne électorale de mars 1996, leur temps d'antenne pour diffuser deux cassettes vidéo réalisées par l'ETA. »* (Le Monde, 3 décembre 1997).

Le très réactionnaire Parti populaire d'Aznar, premier ministre de la monarchie espagnole, et ses juges décident quel parti existe et quel parti est dissout. L'État bourgeois piétine les libertés démocratiques au nom de la « lutte anti-terrorriste », tandis que les bourreaux des GAL et leurs complices dans l'armée et la police ne sont pas inquiétés, tandis que l'appareil d'État espagnol torture dans les prisons où sont enfermés 600 militants basques.

Le Comité pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire, de l'Internationale ouvrière révolutionnaire, considère que c'est la tâche historique du prolétariat espagnol, des ouvriers et des paysans basques et des autres nationalités opprimées, que d'abattre l'État bourgeois oppresseur, de prendre le pouvoir, d'établir leur gouvernement. Seul un tel gouvernement, appuyé sur des millions de prolétaires, de jeunes, garantira les droits des nationalités, le droit du peuple basque à disposer de lui-même, au sein des États-Unis socialistes d'Europe. Pour cela, les travailleurs et la jeunesse de l'État espagnol auront à construire un parti ouvrier révolutionnaire.

L'impérialisme français apporte son soutien plein et entier au gouvernement Aznar. Le même jour que la condamnation des nationalistes basques, Chirac participait à Salamanque au « 11° sommet franco-espagnol ». Il rappelait « *la collaboration précieuse des polices* » des deux pays. Jospin déclarait dans une interview au quotidien El Pais : *« Cette coopération doit se maintenir, quels que soient les gouvernements en France et en Espagne ».* En d'autres termes, avec Gonzalez et Juppé, ou avec Aznar et Jospin, l'ordre bourgeois doit être maintenu. Quant à Chevènement, qui donne son nom au projet gouvernemental visant à pérenniser en les aggravant les lois Pasqua et Debré, il annonçait « *un séminaire commun des services anti-terroristes français et espagnols au début de 1998* ».

C'est la responsabilité immédiate du PS, du PCF, des dirigeants de la CGT, de FO, de la FSU, de la FEN, de l'UNEF-ID et de l'UNEF-se, que de se prononcer pour:

- **LA LIBÉRATION IMMÉDIATE DES 23 DIRIGEANTS D'HERRI BATASUNA ET LA LEVÉE DE TOUTES LES POURSUITES À LEUR ENCONTRE,**
- **LA LEVÉE DE TOUTES LES POURSUITES EN FRANCE POUR HÉBERGEMENT OU AIDE AUX MILITANTS BASQUES,**
- **LE DROIT D'ASILE POLITIQUE POUR TOUS CEUX QUI EN FONT LA DEMANDE**

Le 3 janvier 1998

INSTITUTS UNIVERSITAIRES DE TECHNOLOGIE (IUT):

LES ÉTUDIANTS ONT ENGAGÉ LE COMBAT CONTRE LA "RÉFORME" DES IUT DU GOUVERNEMENT, LES DIRIGEANTS DE L'UNEF-ID ET DE L'UNEF-SE ONT SOUTENU LE GOUVERNEMENT.

Au cours du mois de janvier les étudiants d'IUT ont engagé le combat contre le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner. Par milliers, en faisant grève et en manifestant, ils se sont prononcés: "*A bas la réforme des IUT*"!

"REFORMER" LES IUT: UN OBJECTIF CONSTANT DE LA BOURGEOISIE

Le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner, à la solde du capital, reprend totalement à son compte les objectifs de la bourgeoisie française en matière d'enseignement, comme partout ailleurs.
Au moment de leur constitution, il y a trente ans, les IUT étaient conçus par la bourgeoisie comme des filières patronales devant servir à fournir de la main d'oeuvre taillable et corvéable à merci. Mais les projets de la bourgeoisie se sont heurtés à l'aspiration de la jeunesse à obtenir une qualification, à lutter contre la déchéance que lui promet le régime capitaliste. Aujourd'hui une majorité d'étudiants des IUT continuent leurs études après le DUT. Le DUT lui-même est devenu un diplôme qualifié reconnu sur le "marché du travail". C'est avant tout cela que le gouvernement veut briser à travers sa réforme.

Les attaques contre les IUT illustrent le sort que le régime capitaliste entend réserver à tous les étudiants: leur interdire le droit aux études, les soumettre directement aux exigences patronales, diminuer le coût de l'enseignement supérieur public. Pour cela: détruire l'enseignement supérieur public (voir l'article dans CPS n°68 sur la "réforme" Bayrou).
Depuis maintenant trois ans les étudiants d'IUT sont confrontés à une attaque en règle. A travers l'arrêté du 29.12.94 et la circulaire du 26.01.95 le gouvernement Balladur reprenait l'offensive après sa défaite sur les CIP, déclenchant la grève des étudiants en IUT. Au moyen de la "réécriture" de la circulaire en collaboration avec les dirigeants syndicaux, le gouvernement réalisait cependant ses objectifs. En particulier, des "stages diplômants" étaient introduits dans les IUT, sous la forme des "projets tutorés".

A son tour, le gouvernement Chirac-Juppé-Bayrou poursuivait l'offensive en élaborant une réglementation instaurant une note éliminatoire à 07/20 pour expulser les étudiants des IUT. Cette réglementation a été élaborée dans des commissions (les CNP) associant les syndicats étudiants.

Mais aux élections législatives de juin 97, Chirac, le RPR et l'UDF étaient défaits. Le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner, son ministre de l'éducation nationale, Allègre, ont repris le flambeau et tenté d'appliquer cette réglementation. L'opposition des étudiants s'est exprimée dès novembre contre l'instauration de cette note éliminatoire. Des grèves ponctuelles éclataient. Le mouvement des étudiants d'IUT risquait de s'engager. Les directeurs d'IUT eux-mêmes mettaient le gouvernement en garde. Allègre a alors manoeuvré et prétendu "suspendre" l'application de cette mesure.
Les étudiants se trouvent alors dans la situation suivante: le danger n'était pas écarté, puisque les mesures étaient simplement "suspendues", et pas retirées, ils étaient, en plus, dans l'incertitude totale en ce qui concerne les modalités du contrôle des connaissances pour l'année 1997-98.

1997: LE GOUVERNEMENT OUVRE LE FEU TOUS AZIMUTS SUR LES IUT

Après la "suspension", les mesures gouvernementales se sont accumulées: une commission, dirigée par Gérard Saumade, est mise en place par le gouvernement. Elle a pour but d'étudier une "réforme des IUT", affichant l'objectif de les aligner sur le régime des sections de techniciens supérieurs existant dans les lycées, en un mot: de les déqualifier totalement.

Ensuite, le ministère annonce qu'il module désormais les aides financières aux IUT en fonction de l'origine des bacheliers qu'ils recrutent, un bachelier issu des filières technologiques "rapportant" plus qu'un bachelier issu d'un bac général. Tous les étudiants ont parfaitement compris ce que cela signifiait: une tentative de ramener les IUT à leur "vocation" de filière courte, donc dresser de nouveaux obstacles à la poursuite ultérieure d'études pour eux.

Enfin, le gouvernement faisait savoir que les IUT étaient dorénavant intégrés à la "politique contractuelle" des universités. C'est à dire que leur budget serait contrôlé par les universités. Déclarations d'Allègre qualifiant les IUT de "premier cycle de luxe", annulation des crédits dits "de rattrapage" budgétisés par le gouvernement Chirac-Juppé: aucun doute n'était permis, il s'agissait d'asphyxier financièrement les IUT, corollaire de leur "réforme".

LES ÉTUDIANTS DES IUT ENGAGENT LE COMBAT CONTRE LE GOUVERNEMENT ET SA "RÉFORME"

En janvier, ce sont les directeurs, menacés dans leurs prérogatives par la perte d'autonomie des IUT, qui prennent l'initiative. Le 16 janvier, après une rencontre avec F.Demichel, directrice générale des enseignements supérieurs du gouvernement, l'assemblée générale des directeurs d'IUT réclame une entrevue avec Allègre pour le 2 février.
Pour appuyer leurs revendications, ils n'hésitent pas, dans un premier temps, à inciter les étudiants à manifester, en essayant

de leur faire reprendre leurs "revendications" de directeurs: le maintien de l'autonomie des IUT inscrite dans l'article 33 de la loi Savary, la publication de la réglementation sélective "suspendue" par le gouvernement dont ils ont été les promoteurs au sein des CNP. Les dirigeants de l'UNEF-ID et de l'UNEF-se, quant à eux, essaient par tous les moyens d'empêcher les étudiants d'engager le combat: ils se prononcent pour "une bonne réforme" des IUT, se sont satisfaits de la "suspension" des mesures du gouvernement en novembre 97.

Malgré les manoeuvres des directeurs et du gouvernement, des dirigeants de l'UNEF-ID et de l'UNEF-se, les étudiants engagent le combat. Le mouvement s'étend, des milliers d'étudiants se mettent en grève et manifestent contre la réforme, contre le gouvernement. Par bien des aspects, les étudiants ne sont pas dégagés de la gangue des "revendications" des directeurs. Les plates-formes revendicatives des différents IUT, des différents départements, sont très hétéroclites. Certaines reprennent ouvertement nombre des revendications des directeurs, d'autres au contraire proclament "*la grève totale jusqu'au retrait de la réforme des IUT*" (Le Havre).

Quelquefois, des représentants de la direction de l'UNEF-ID sont à la tête des Assemblées générales. Toutefois, ils sont alors contraints de reprendre à leur compte, au moins formellement, l'aspiration des étudiants à lutter contre la déqualification de leur diplôme, alors que les dirigeants de l'UNEF-ID ont totalement pris en charge la réforme Bayrou de déqualification générale des premiers cycles universitaires, ainsi que des IUT. Mais d'une manière générale, leur politique traître a nourri dans plusieurs IUT un violent rejet des syndicats.

UNE GRANDE CONFUSION

Au total, c'est une grande confusion qui domine: les revendications propres des étudiants n'émergent pas, leur mouvement est complètement émietté. Les étudiants tentent d'organiser et de centraliser leur combat à l'échelle nationale: un embryon de coordination nationale se constitue à partir de l'IUT de Tours (utilisant le réseau internet pour assurer la communication entre IUT et la centralisation des informations). Le mercredi 28 janvier, 74 IUT sont en mouvement sur 120 en France. Une possibilité réelle d'obtenir la satisfaction des revendications, d'infliger une défaite au gouvernement, est ouverte.
Le gouvernement manoeuvre encore et reçoit "en urgence" le bureau de l'assemblée des directeurs d'IUT le 27 janvier. Ces derniers, à la sortie de la rencontre, se disent "rassurés". Une journée nationale d'action était prévue pour le 2 février. Selon eux, elle "*n'a plus lieu d'être*". En clair, les directeurs d'IUT laissent tomber le masque, se positionnent ouvertement en défense du gouvernement, pour que les étudiants cessent leur mouvement. Les dirigeants de l'UNEF-ID déclarent que "*les annonces sont de nature à calmer les esprits*".

Pour verrouiller les étudiants, le gouvernement convoque pour le jeudi 29 janvier une "table ronde" qui doit réunir tous les "partenaires", les directeurs et le gouvernement, les dirigeants de l'UNEF-ID et de l'UNEF-se, et les représentants de l'embryon de coordination nationale basée à Tours.

LE MOUVEMENT DES ÉTUDIANTS DISLOQUÉ

Le 28 et le 29 janvier, ce sont des dizaines de milliers d'étudiants en IUT (sur 120 000 au total) qui participent à des manifestations "régionales", organisées sur deux jours, ce qui bousille leur puissance potentielle.

Le jeudi 29 janvier, un accord est conclu, au ministère de l'éducation nationale, entre le gouvernement, les directeurs d'IUT et les représentants de la "coordination nationale", les dirigeants de l'UNEF-ID et de l'UNEF-se.

Cet accord prévoit la mise en place de nouvelles modalités du contrôle des connaissances pour l'année 1998-1999: pour le passage en deuxième année et l'obtention du diplôme il sera désormais nécessaire d'obtenir la moyenne générale dans trois unités d'enseignement regroupant des matières affectées de coefficient, avec une note minimale de 8/20 dans chacune d'elles. En clair, c'est l'instauration de la note éliminatoire contre laquelle les étudiants se sont élevés dès novembre 1997. L'accord du 29 janvier prévoit encore de reconnaître le droit au redoublement dans certains cas seulement. Là encore il s'agit de mettre en oeuvre une mesure contre laquelle les étudiants se sont explicitement prononcés en combattant pour le droit inconditionnel au redoublement.

En participant à la "table ronde" convoquée par Allègre, en scellant cet accord pourri, les dirigeants de l'UNEF-ID et de l'UNEF-se ont permis au gouvernement de faire passer ses mesures contre les étudiants, lui ont permis de maintenir et de poursuivre sa réforme des IUT.

La responsabilité des dirigeants de l'UNEF-ID, de l'UNEF-se c'était, au contraire, de refuser toute négociation sur la "réforme" des IUT du gouvernement, c'était de boycotter la "table ronde" d'Allègre. Leur responsabilité, pour la défense des intérêts des étudiants, pour la satisfaction des revendications, c'était d'appeler à la grève générale des étudiants d'IUT et d'impulser la constitution d'un comité central de la grève générale. C'était de convoquer une manifestation centrale et nationale des étudiants en IUT à l'Assemblée nationale, pour imposer aux députés du PS et du PCF qu'ils rejettent la "réforme" des IUT engagée par le gouvernement.

Il est évident que l'ébauche d'une coordination étudiante exprimait la volonté des étudiants de contrôler eux-mêmes leur mouvement. Mais ses dirigeants ont pris la responsabilité de l'organisation des manifestations disloquées des 28 et 29 janvier. De la même manière, ils se sont opposés à la réalisation du front unique, à ce que les étudiants utilisent les syndicats, mettent les dirigeants syndicaux à leur service, ce qui a joué un rôle décisif dans l'issue du combat des étudiants. Si la direction de l'UNEF-ID avait été contrainte d'appeler à la grève générale des IUT, de boycotter la "table ronde" du gouvernement, cela aurait à son tour nourri le développement du mouvement des étudiants, lui aurait donné sa pleine puissance. L'embryon de coordination s'y est opposé, démonstrant ce que signifie en pratique leur "anti-syndicalisme" proclamé: une politique réactionnaire, qui a poussé le mouvement des étudiants dans l'impasse. D'ailleurs ce fut le leitmotiv des membres de l'organisation ultra-réactionnaire et chiraquienne: l'UNI.

L'engagement des étudiants en IUT dans le combat a aussi révélé, il ne faut pas le masquer, l'immense confusion politique qui est la leur, en même temps que leur volonté de se défendre. Les dirigeants de l'UNEF-ID et de l'UNEF-se, secondés par l'embryon de coordination et les directeurs d'IUT, sont parvenus à faire avorter le mouvement vers la grève générale.

COMMENT POURSUIVRE?

Les étudiants révolutionnaires qui combattent au compte du Comité dans la jeunesse autour du bulletin *l'Insurgé* sont intervenus et ont diffusé le tract dont le texte est reproduit ci-dessous. Il dégage l'orientation qui était à même de permettre aux étudiants de vaincre, de leur permettre de surmonter pratiquement la confusion qui était la leur, de submerger les directions syndicales.

Sur la base de l'accord du 29 janvier, le gouvernement poursuit son offensive contre les étudiants d'IUT, pour la mise en place de sa réforme, à travers les travaux de la commission Saumade. Les dirigeants de l'UNEF-ID et de l'UNEF-se ne manqueront pas de participer aux "travaux" de cette commission.
Or, pour la défense du droit aux études, pour la satisfaction des revendications, il n'y a pas d'autre issue que de rompre avec le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner, de rompre avec les représentants de l'administration bourgeoise, notamment les directeurs d'IUT, dont l'objectif est de soumettre les étudiants aux besoins immédiats du capital. La responsabilité des dirigeants de l'UNEF-ID et de l'UNEF-se est aujourd'hui de refuser de participer à la commission Saumade, de boycotter ses "travaux". C'est de quitter les Commissions pédagogiques (CPN), c'est de boycotter les conseils d'administration des IUT.

C'est uniquement sur cette voie, celle du combat pour la rupture des organisations syndicales étudiantes et enseignantes avec le gouvernement, pour le combattre, qu'il est possible de défaire l'offensive contre les IUT, et d'ouvrir la voie au combat de tous les étudiants en défense du droit aux études.

Le 28 février 1998

TRACT "*L'INSURGÉ*" DU 27/01/1998

Par milliers et milliers, dans des dizaines d'IUT de toute la France, les étudiants font grève et manifestent. Par milliers et milliers ils se sont prononcés:

A BAS LA RÉFORME DES IUT!

POUR LE DROIT DE POURSUIVRE DES ÉTUDES - POUR L'ABROGATION DES MESURES INSTAURANT LA DISCRIMINATION À L'ENTRÉE EN IUT - POUR L'ABROGATION TOTALE DE LA RÉGLEMENTATION INSTAURANT LA NOTE ÉLIMINATOIRE - POUR LE DROIT AUTOMATIQUE AU REDOUBLEMENT - POUR DES PROFS, DES LOCAUX, DES MOYENS POUR ÉTUDIER !

Les étudiants des IUT se sont engagé dans le combat. Pour obtenir satisfaction, la responsabilité des dirigeants de l'UNEF-ID, de l'UNEF-se, c'est de rompre avec le gouvernement, et, pour centraliser ce combat, c'est d'appeler et d'organiser:

LA GRÈVE GÉNÉRALE DES ÉTUDIANTS EN IUT

Les étudiants doivent contrôler leur mouvement, opposer un front uni face au gouvernement.
Les dirigeants de l'UNEF-ID et de l'UNEF-se doivent appeler les Assemblées générales dans chaque IUT à élire leur comité de grève, à ce qu'elles élisent des délégués pour constituer:

LE COMITÉ CENTRAL DE LA GRÈVE GÉNÉRALE

intégrant les organisations syndicales

C'est la responsabilité des dirigeants syndicaux d'appeler tous les étudiants à une:

MANIFESTATION À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

POUR EXIGER DES DÉPUTÉS DU PS ET DU PCF LA SATISFACTION DE CES REVENDICATIONS

Et de s'adresser aux dirigeants des organisations syndicales des personnels pour réaliser avec eux l'unité sur cette orientation.

Le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner et son ministre Allègre font feu sur les IUT!

Le 13 janvier à l'Assemblée nationale, le ministre de l'Éducation nationale expliquait les raisons des mesures prises à l'encontre des IUT: "*le dispositif initial, conçu pour former en deux ans des cadres intermédiaires, s'est peu à peu étiré. 60% des élèves des IUT prolongent leur formation supérieure (...) il faut donc réfléchir à la fois à la carte des IUT et à leurs finalités*". Le 20 janvier, il caractérisait même les IUT de " *1er cycle de luxe*"! C'est clair: pour le gouvernement, les IUT coûtent trop cher et les étudiants ont un défaut majeur: ils veulent étudier! Ils veulent acquérir une qualification, continuer leurs études après le DUT. C'est pourquoi, une nouvelle fois, ils sont soumis à une attaque en règle, qui reprend les objectifs déjà affirmés par les gouvernements précédents: faire baisser la valeur de la force de travail des étudiants, soumettre étroitement la jeunesse étudiante aux exigences du patronat, réduire les déficits.
Le gouvernement a mis en place une commission présidée par G.Saumade, dont le but avoué est de parvenir à une réforme des IUT répondant à ces exigences qui sont celles du capitalisme français. **Mais en réalité:**

la "réforme" des IUT est déjà engagée.

Le gouvernement a déjà:
* annulé les créations de postes en IUT prévues pour la rentrée
* mis en place une incitation financière poussant les IUT à recruter en priorité des titulaires d'un bac technologique.
* intégré les IUT dans la politique contractuelle des universités
* tenté de faire appliquer, avant de la "suspendre", la réglementation instaurant une note éliminatoire.

Il s'agit bien de diminuer le coût des IUT et la durée des études (d'où la manoeuvre transparente d'attribuer une priorité aux bacheliers technologiques); et si possible d'expulser de nombreux étudiants des IUT.

Il s'agit bien dans le même temps d'appliquer pleinement la réforme Bayrou de l'Université: appliquer la semestrialisation en y intégrant les IUT, ce qui déqualifie les diplômes et permet de se débarrasser plus vite de beaucoup d'étudiants.

Enfin, tandis que le gouvernement, les présidents et conseils d'administration d'IUT, les présidents et les conseils d'université, mettent en place cette réforme, et demandent même des moyens en ce sens, ils livrent de plus en plus les étudiants aux patrons pour fournir du travail gratuit, corvéables et taillables à merci au travers de multiples stages en tout genre, les "*stages diplômants*", les "*projets tutorés*".

Mais par milliers, en manifestant, en entrant en grève, les étudiants des IUT se sont prononcés:

A BAS LA RÉFORME DES IUT!

Ils se sont prononcés en défense de leur diplôme, de leurs conditions d'études, ils se sont prononcés pour avoir les moyens matériels pour étudier. Dès novembre, ils s'étaient prononcés pour le retrait total du texte instaurant la note éliminatoire, texte qui n'est que "suspendu", laissant des milliers d'étudiants et d'enseignants dans la plus grande incertitude.

Ce qu'il faut maintenant aux étudiants pour vaincre: les dirigeants de l'UNEF-ID et de l'UNEF-se à leur service!

Face aux étudiants, le gouvernement manoeuvre. Il compte pour ce faire sur la participation des dirigeants syndicaux des étudiants et des personnels. Il organise pour cela une table ronde sur les modalités du contrôle des connaissances. La commission Saumade ne manquera pas non plus d'associer à ses travaux les dirigeants syndicaux étudiants et enseignants. Pourtant, tout l'indique:
Pour obtenir satisfaction, il faut combattre le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner, il faut le faire capituler! C'est possible. Pour vaincre, il faut combattre tous ensemble, tous les étudiants des IUT, toutes les organisations syndicales, dans l'unité.

Les étudiants se sont engagés. Et maintenant, c'est la responsabilité des dirigeants de l'UNEF-ID, de l'UNEF-se, pour que ce combat se centralise, d'appeler et d'organiser:

LA GRÈVE GÉNÉRALE DES ÉTUDIANTS DES IUT

Les étudiants des IUT doivent contrôler leur mouvement. Pour cela, les dirigeants de l'UNEF-ID et de l'UNEF-se doivent appeler les Assemblées générales dans chaque IUT à élire leur comité de grève, à ce qu'elles élisent des délégués pour constituer:

LE COMITÉ CENTRAL DE LA GRÈVE GÉNÉRALE

intégrant les organisations syndicales

Le 28, le 29 janvier, des manifestations ont lieu un peu partout dans toute la France. Mais c'est tous ensemble, au même moment, que les étudiants doivent manifester!
C'est la responsabilité des dirigeants de l'UNEF-ID, de l'UNEF-se, d'appeler les étudiants à une:

MANIFESTATION CENTRALE ET NATIONALE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

POUR EXIGER DES DÉPUTÉS DU PS ET DU PCF LA SATISFACTION DE LEURS REVENDICATIONS

eux qui ont été élus en juin dernier contre Chirac, contre la politique des Chirac, Juppé et Bayrou que le gouvernement Jospin-Gayssot-Chevènement-Voynet-Kouchner poursuit.

Leur responsabilité, c'est enfin de s'adresser aux dirigeants des organisations syndicales des personnels des IUT pour réaliser avec eux l'unité sur cette orientation.

Les étudiants révolutionnaires regroupés autour de *l'Insurgé* combattent sur cette orientation. Ils appellent les étudiants à en discuter et à se regrouper autour d'elle.

Les bureaucrates qui dirigent les organisations syndicales ouvrières, enseignantes et étudiantes, le PS et le PCF, sont irrémédiablement liés à la société bourgeoise.
Ils n'entendent pas rompre avec le gouvernement qui gère le système capitaliste et ses intérêts, qui poursuit la politique des Chirac et Juppé, alors qu'en juin dernier ceux-ci et leur politique subissaient une sévère défaite lors des élections législatives.

La satisfaction durable des revendications et des aspirations du prolétariat et de la jeunesse exigent de porter au pouvoir un gouvernement s'engageant sur la voie du socialisme, de l'expropriation du Capital. Elles exigent de combattre pour réaliser le front unique des organisations syndicales, de combattre pour imposer au PS et au PCF:

"Assez de cette politique! A bas Chirac, à bas la V° République! Constituez un gouvernement du PS et du PCF sans représentants d'organisations bourgeoises. Appliquez une politique conforme à nos besoins et aspirations"

Pour y parvenir, il faut construire un Parti ouvrier révolutionnaire. En combattant pour construire l'Organisation révolutionnaire de la jeunesse, les étudiants révolutionnaires sont partie prenante de ce combat.

Suite à la série d'articles consacrée au 80° anniversaire de la révolution d'octobre 1917, qui ont abordé les développements de la révolution jusqu'à la prise du pouvoir par le parti bolchévique, CPS publie dans ce numéro une contribution des étudiants révolutionnaires regroupés autour du bulletin *l'Insurgé*.

80° ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION RUSSE:

VIVE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE !
VIVE LE PARTI BOLCHÉVIQUE !

"Le marxisme a trouvé son expression historique la plus élevée dans le bolchévisme. C'est sous le drapeau du bolchévisme qu'a été remportée la première victoire du prolétariat et fondé le premier État ouvrier. Rien, jamais, n'effacera de l'histoire ces faits."
(Léon Trotsky)

RÉVOLUTION VICTORIEUSE, MARXISME, CLASSE OUVRIÈRE, VOILA LEURS ENNEMIS!

La "commémoration" du quatre-vingtième anniversaire de la révolution d'Octobre a donné lieu à un déchaînement sans précédent de la part des intellectuels bourgeois et petits-bourgeois, déchaînement permis par le soutien que leur apportent le PS et le PCF. Livres, articles, émissions, colloques, se sont accumulés et s'accumulent encore comme autant de discours prononcés sur ce que tous ces gens espèrent -en quoi ils se trompent- un tombeau définitif.

Cette offensive politique a pour objectif de faire disparaître toute trace de la victoire de la révolution russe, de sa signification historique. Il faut à la bourgeoisie et à ses valets, dans un moment où jamais l'alternative socialisme ou barbarie n'a été aussi pressante, tout faire pour tenter d'effacer de la mémoire des hommes en général, et de la classe ouvrière en particulier, ce fait qu'une révolution prolétarienne, conduite par un authentique parti révolutionnaire c'est à dire un parti marxiste, a été possible, a bien eu lieu, et a même constitué l'événement majeur de ce siècle.
Il lui faut tout faire pour tenter d'ôter au prolétariat jusqu'à l'idée qu'il peut, qu'il doit, arracher le pouvoir des mains séniles et mortelles du Capital, et, s'en emparer, briser l'État bourgeois, pour construire le sien et aller au socialisme.

Il ne s'agit pas, bien entendu, d'une offensive nouvelle. Elle utilise un arsenal d'arguments éculés, éventés, déjà combattus et dénoncés depuis des décennies par les révolutionnaires. Mais elle est ravivée aujourd'hui par la défaite historique, que représente pour le prolétariat mondial tout entier la restauration du capitalisme dans l'ex-URSS. Cette offensive s'appuie sur ce coup terrible qui désarme politiquement la classe ouvrière, qui semble signifier que rien d'autre que le capitalisme n'est possible, que l'expropriation du capital est une impasse.

Elle s'appuie sur la confusion savamment entretenue, et d'abord par les PS et les PC, entre l'URSS dominée, dégénérée depuis des décennies par le stalinisme, et la réalité: la construction d'un authentique État ouvrier par un authentique parti révolutionnaire, le parti bolchévique dirigé par Lénine.

Aux historiens bourgeois (à commencer par *Le Livre Noir du Communisme*, ouvrage publié sous la direction de Stéphane Courtois), il revient de mettre dans un même sac Lénine et Staline, d'accuser la révolution socialiste de millions de morts dans lesquels ils font entrer pêle-mêle les victimes de la guerre organisée contre l'URSS par les pays impérialistes coalisés ou encore celles du sanglant Thermidor stalinien.

Mais les écrits contre la Révolution prolétarienne n'ont pas manqué depuis (et même avant) 1917. L'impact qu'ils ont aujourd'hui découle fondamentalement du soutien apporté à cette entreprise par les PS et les PC.
Au héritiers du stalinisme, aux fossoyeurs suivant logiquement les égorgeurs de l'avant-garde bolchévique, revient la tâche d'"accompagner" habilement le cercueil. Robert Hue:

> *"Il y a eu, dans les conséquences de la révolution bolchévique - immédiatement après, d'ailleurs - des conséquences lourdes, y compris sous forme de terreur, qu'on ne peut pas accepter (...) Personne, pas même Lénine, ne peut être tenu à l'écart de l'analyse historique' (*émission de RTL citée par *le Monde).*

Roland Leroy (ex-directeur de *L'Humanité*):

> *"L'apport du "Livre Noir" est indéniable (...) Le communisme n'a pas commencé avec Staline, et n'a pas fini avec lui." (L'Humanité* du 12/11/97*).*

Quant à Henri Weber actuel membre de la direction du PS et ancien dirigeant de la JCR en 1968, il "*invite*" à relire le Kautsky de 1918, alors dirigeant contre-révolutionnaire des lambeaux de la IIème Internationale:

> *"La prétention (sic) des bolchéviques d'édifier le socialisme dans le cadre de la Russie arriérée, écrit dés 1918 le "pape du marxisme", relève d'un volontarisme débridé et ne peut conduire qu'à la catastrophe."* (*Le Monde* du 7/11/97)

Il s'agit donc bien d'un même coup d'effacer la formidable puissance de la révolution russe -et avec elle l'instrument de sa victoire historique, le marxisme, le parti bolchévique. Il s'agit bien de nier la dégénérescence stalinienne, de le marxisme en lui attribuant la paternité des monstres qui ont usurpé son nom. Il s'agit enfin, et en fait, de condamner le prolétariat tout entier à la relégation définitive et sans appel au rang d'exploité. Car, pour l'"historien" Marc Ferro par exemple, c'est le prolétariat tout entier qui est coupable:

> *"L'idée centrale de mes travaux, c'est de montrer que la société "en bas" a participé aussi bien à la terreur qu'à la suppression de la démocratie, sans que les bolchéviques y soient pour quoi que ce soit"* (interview dans *l'Humanité* du 7/11/97).

Pour parachever la curée, quelques "récupérateurs" (sait-on jamais, ça pourrait encore servir): Georges Labica, "philosophe" officiel du PCF, choisit l'autre aile de l'attaque, et voit en Engels, ce "*type épatant*", pas moins qu'un "*stimulateur de nouvelles recherches*", à "*la pensée toujours en mouvement*" et "*dont le "Testament" est un "hymne à la démocratie"*. (*L'Humanité* du 28/10/97). Pas moins!

Quoi de plus utile pour des fossoyeurs armés d'une pelle appelée "*citoyenneté*" et d'une pioche nommée "*démocratie*" destinées à recouvrir de leur tombereaux de boue tout à la fois la réalité de la classe ouvrière et la nécessité de sa dictature! Quoi de plus nécessaire pour affirmer : plus rien n'existe ni n'est possible que l'État bourgeois et le maintien à tout jamais, pour le pire et pour l'encore pire, de la domination du capital sur le monde!

Restent encore ceux qui, tout en prétendant se revendiquer toujours du marxisme, rejettent le "léninisme" ou le "trotskysme" comme des déviations ou des "erreurs".
À tous ceux-là, Trotsky a déjà répondu par avance, et notamment dés 1937 :

> *"Les grandes défaites politiques provoquent inévitablement une révision des valeurs, laquelle se réalise généralement selon une direction double. D'une part, enrichie par l'expérience de la défaite, la véritable avant-garde défend bec et ongles l'héritage de la pensée révolutionnaire, et, sur cette base, s'efforce d'éduquer de nouveaux cadres pour les luttes de masse à venir. D'autre part, les routiniers, les centristes et les dilettantes effrayés par la défaite font de leur mieux pour détruire l'autorité de la tradition révolutionnaire et revenir loin en arrière, à la recherche d'une "Foi nouvelle".*
>
> (*Bolchévisme et Stalinisme* - Tome 14 des *Oeuvres*)

CE QU'ILS VEULENT EFFACER

Ce que l'on veut faire disparaître, c'est que la révolution d'Octobre a ouvert aux masses la seule issue politique à même de répondre à leurs revendications et à leur aspirations historiques. "*Avant même que le prolétariat fût au pouvoir*, écrivait Trotsky, *toutes les autres variantes de développement politiques furent soumises à l'expérience de la vie et rejetées comme inapplicables.*"

Les "démocrates" installés au pouvoir après Février ne devaient leur pouvoir qu'à l'appui servile des dirigeants des Soviets - mencheviks et socialistes-révolutionnaires - qui trompaient les masses en usurpant le drapeau du socialisme. Contre les revendications des ouvriers, des soldats et des paysans, la politique du Gouvernement Provisoire bourgeois et de ses lieutenants "ouvriers" dans les soviets se résumait à la défense des intérêts des classes dominantes : poursuite de la guerre impérialiste, défense de la propriété privée des moyens de production et des propriétés nobiliaires, maintien de l'État tsariste et de ses hiérarchies militaires et ecclésiastiques, maintien du carcan impérialiste russe.

Contrairement à ce que martèlent les "intellectuels" bourgeois à présent totalement rejoints par la meute, l'alternative qui était posée en 1917 ne se situait pas entre "démocratie" et "coup d'État" mais elle opposait deux classes fondamentales aux intérêts antagoniques: la bourgeoisie appuyée sur les débris de l'ancien régime d'une part, de l'autre la classe ouvrière, et derrière elle l'ensemble des exploités.

Pour répondre aux aspirations de ces derniers, les bolchéviques ont démasqué les dirigeants traîtres qui bradaient la révolution à l'ennemi de classe. Les bolchéviques ont montré qu'il fallait exproprier les parasites sociaux qui subordonnaient la production à leurs intérêts, fermaient les usines pour faire refluer le mouvement des masses, profitaient de la guerre qu'ils avaient lancée comme d'une entreprise commerciale, montaient à leurs frais des milices privées pour écraser les Soviets. Contre eux, les ouvriers devaient exiger des Soviets, organes de leur propre pouvoir, qu'ils rompent avec la bourgeoisie et ne soient responsables que devant les masses. Ce n'est qu'en montrant cette voie aux masses russes, en gagnant pas à pas leur confiance et leur soutien, en devenant majoritaires dans le prolétariat et dans sa représentation organisée en soviets, en devenant parti dirigeant de la classe ouvrière, que les bolchéviques ont pu permettre au prolétariat russe de renverser l'ordre ancien, en prenant le pouvoir.

LES BOLCHEVIQUES AU POUVOIR

Ce qu'ils veulent effacer, c'est que, au pouvoir, les bolchéviques, dans des conditions extrêmement pénibles, ont pris en quelque mois des mesures qu'aucun autre gouvernement dans l'histoire n'a jamais prises, au compte de toute la population laborieuse, des ouvriers et des paysans.

Au pouvoir, les bolchéviques ont immédiatement (le 8 novembre 1917) aboli la diplomatie secrète, combattu pour la fin immédiate de la boucherie impérialiste, annulé les dettes des paysans, exproprié sans indemnité tous les grands propriétaires terriens, satisfaisant la revendication des paysans du partage des terres. Tout cela lors de la première séance du nouveau gouvernement ouvrier, le conseil des commissaires du peuple.

Ils ont ensuite aboli les inégalités de grade, de rang, de titre, et proclamé comme droit fondamental le droit des peuples à l'autodétermination, jusqu'à la sécession avec la Russie soviétique. Puis ils ont instauré le contrôle ouvrier dans toutes les entreprises de plus de cinq salariés, créé un organisme pour orienter la production en fonction des besoins des masses: le Conseil supérieur de l'économie nationale.

Dès décembre 1917, ils établissaient le droit des soldats à élire leurs officiers, le principe de l'élection des juges, l'alignement des salaires des fonctionnaires, y compris des commissaires du peuple, sur ceux des ouvriers. Ils autorisaient le divorce (quasiment impossible avant), reconnaissaient pour valable le seul mariage civil, au lieu du mariage religieux.
Fin décembre, début janvier, ils nationalisaient sans indemnité le secteur bancaire, annulaient la dette de l'État. En février, ils séparaient l'Église de l'État, l'école et l'Église. Au printemps, c'était la nationalisation du commerce extérieur, avant celle de la grande industrie, toujours sans indemnité pour les capitalistes.

Voilà donc ce qu'ils veulent effacer: au pouvoir, les bolcheviques ont pris les mesures contre les capitalistes et l'aristocratie décadente! Ils ont gouverné au compte des masses laborieuses de Russie.
Et l'offensive pour effacer ce fait fondamental ne date pas d'aujourd'hui: les plumitifs d'aujourd'hui trempent leur plume dans le sillon sanglant des armées impérialistes d'alors.
Dès la fin de la première guerre mondiale, l'ensemble des puissances impérialistes ont lancé en une sainte croisade contre-révolutionnaire leurs troupes contre le pouvoir des soviets, pour tenter de les détruire, de leur interdire de survivre à ce "crime".

Cette croisade impérialiste allait dévaster le pays, semer ruine et famine. La vitalité de la révolution lui permettra de résister, appuyée sur le soutien croissant du prolétariat mondial. Mais les impérialistes avaient mis la Russie révolutionnaire à genoux, préparant ainsi le terrain pour le développement ultérieur du cancer bureaucratique, du stalinisme.

LA RÉVOLUTION RUSSE A DÉMONTRÉ LA NÉCESSITÉ D'UN PARTI OUVRIER RÉVOLUTIONNAIRE

Octobre 1917 l'a montré, prouvé, confirmé: pour que le mouvement spontané trouve une issue, il faut un parti révolutionnaire, une internationale ouvrière révolutionnaire. Ceux qui, aujourd'hui, s'en prennent au Parti Bolchévique parce qu'il aurait "confisqué" ou "dévoyé" la révolution russe ne font qu'exprimer l'effroi de leurs maîtres bourgeois: ils voudraient interdire aux prolétaires et aux jeunes le droit de s'organiser contre les organisations et institutions bourgeoises.
Les prolétaires et les jeunes, eux, le savent: chacun de leurs mouvements, chacune de leurs luttes se heurte à l'absence d'une véritable direction politique à même de les armer politiquement, de les orienter, de les unifier derrière son drapeau et qui ne soit responsable que devant eux. C'est ce rôle qu'a joué le Parti Bolchévique en 1917. Sans prétendre jamais se substituer aux masses, véritables acteurs de la révolution russe. Trotsky l'exprime ainsi :

> *"Le Bolchévisme lui-même, en tout cas, ne s'est jamais identifié ni à la révolution d'octobre, ni à l'État qui en est sorti. Le bolchévisme se considérait comme un des facteurs de l'histoire, son facteur conscient, facteur très important, mais nullement décisif. Nous voyons le facteur décisif -sur la base donnée des forces productives- dans la lutte des classes et, non seulement à l'échelle nationale, mais internationale."*

Le Parti Bolchévique se définissait lui-même comme étant "l'avant-garde" de la classe ouvrière. Mais l'avant-garde n'est pas une fraction distincte du prolétariat: le combat, le programme du Parti Bolchévique étaient au contraire le produit et l'expression la plus aboutie de décennies de luttes ouvrières. Ses acquis politiques trouvaient leurs racines dans les plus grands combats de la classe ouvrière, fécondés par l'analyse marxiste: c'était l'héritage des mouvements révolutionnaires de 1848, de la Commune de Paris et de 1905; celui de Marx et Engels, de la Ligue des Communistes, des combats de la Ière et de la IIème Internationale.
Dans son *histoire de la Révolution russe*, Trotsky explique la différence fondamentale qui sépare le bolchévisme des partis petits-bourgeois, "démocratiques", comme des anarchistes, maximalistes et socialistes-révolutionnaires de gauche de l'époque:

> *"Le Bolchévisme se distinguait en ceci qu'il avait subordonné son but subjectif - la défense des intérêts des masses populaires- aux lois de la révolution considérée comme un processus objectivement conditionné. La déduction scientifique de ces lois, avant tout de celles qui gouvernent les masses populaires, constituait la base de la stratégie bolchéviste. Dans leur lutte, les travailleurs se guident non seulement sur leurs besoins, mais sur leur expérience de la vie. Le bolchévisme était absolument étranger au mépris aristocratique de l'expérience spontanée des masses. Au contraire, les bolchéviques partaient de cette expérience et bâtissaient sur elle. En cela était un de leurs grands avantages."*

Ainsi, représentant l'expression consciente du mouvement de l'histoire mondiale de la lutte des classes, le parti bolchévique ne pouvait prétendre en dominer les flux et les reflux. Après la prise du pouvoir, il dut compter avec les séquelles monstrueuses d'une société arriérée, aggravées des destructions massives de la guerre. Il a dû s'engager dans la construction de la nouvelle société sur les décombres encombrants de l'ancienne, avec les matériaux du "vieux monde".

LE PARTI DE LA JEUNESSE, UN PARTI VIVANT...

Parti révolutionnaire, le parti bolchévique était nécessairement le parti de la jeunesse. Dans *Staline*, Trotsky le souligne:

> *"La jeunesse de la génération révolutionnaire coïncidait avec celle du mouvement ouvrier. C'était l'époque des hommes âgés de dix-huit à trente ans. Les révolutionnaires plus âgés se comptaient sur les doigts de la main et paraissaient des vieillards.*
> *Le mouvement ignorait complètement l'arrivisme, il vivait de sa foi en l'avenir et de son esprit de sacrifice. Il n'y avait ni routine, ni formules conventionnelles, ni gestes théâtraux, ni procédés oratoires. Le pathétique naissant était timide et maladroit. Les mots même de "comité "et de "parti" étaient encore neufs, avec leur fraîche auréole, et ils avaient pour les jeunes gens une résonance attirante et troublante.*
>
> *Celui qui entrait dans l'organisation savait que la prison et la déportation l'attendait dans quelques mois.*
>
> *On mettait son point d'honneur à tenir le plus longtemps possible avant l'arrestation; à se comporter avec fermeté en présence des gendarmes; à seconder le plus possible les camarades arrêtés; à lire en prison le plus grand nombre de livres; à s'évader au plus vite de déportation pour gagner l'étranger; à y faire provision de science pour rentrer et reprendre le travail révolutionnaire.*
>
> *Les révolutionnaires professionnels croyaient ce qu'ils enseignaient; rien d'autre n'aurait pu les inciter à entreprendre leur chemin de croix"*

Autre conséquence: le Parti Bolchévique n'était pas, et ne pouvait chercher à être, un parti "monolithique". Les principes de sa construction avaient été posés par les conditions du combat politique lui-même. Les sociaux-démocrates, divisés en groupes épars fondés sur des bases politiques et organisationnelles très relâchées, étaient incapables d'opposer un front organisé à la répression et de donner une expression centrale aux luttes ouvrières. Les bolchéviques ont construit un parti unifié et discipliné, solide, capable de remplir ses tâches. Pour résister aux reflux de la lutte des classes, pour préparer de nouvelles luttes, il ne suffisait pas de regrouper des sympathisants: il fallait de véritables révolutionnaires professionnels formés par le parti, conscients et déterminés, tels que Lénine en jetait les bases dans "*Que faire?*" dés 1902.

Le centralisme démocratique du parti bolchévique se situe aux antipodes de la monstrueuse et mortelle caricature que la bureaucratie a fait régner dans les partis staliniens. La discussion politique était dans le parti bolchévique permanente, la démocratie dans le parti comprise comme un instrument indispensable d'éducation révolutionnaire, comme tout aussi indispensable pour arriver à apprécier collectivement la situation, arriver à homogénéiser politiquement le parti. C'était un parti vivant.

Ainsi, bien après encore la prise du pouvoir, la discussion sur toutes les questions est menée publiquement, devant tout le parti, dans sa presse. Des groupes se forment sur la base de plates-formes, s'expriment publiquement. Au 10° congrès du parti, en mars 1921, alors même que les fractions sont interdites dans le parti, le Comité central est élu à la proportionnelle sur la base du vote du parti sur les trois plates-formes existantes sur la question de la place des syndicats dans l'État ouvrier.

...LE PARTI DE LA RÉVOLUTION

Trotsky , dans son article *Bolchévisme et Stalinisme* rédigé en Août 1937, synthétise parfaitement le rôle fondamental du Parti bolchévique, face à tous ses ennemis et ses détracteurs :

> *"Le Parti bolchévique a montré dans l'action la combinaison de l'audace révolutionnaire la plus grande et du réalisme politique. Il a, pour la première fois, établi, entre l'avant-garde et la classe ouvrière, l'unique rapport qui puisse assurer la victoire. Il a prouvé par l'expérience que l'alliance entre le prolétariat et les masses opprimées de la petite bourgeoisie rurale et urbaine n'est possible qu'à travers la défaite politique des partis petits-bourgeois traditionnels. Le parti bolchévique a montré au monde entier comment mener à bien une insurrection armée et prise du pouvoir."*

Les articles parus dans CPS 68, 69 et 70 ont donné les éléments de fait permettant d'apprécier comment, en combattant pour devenir majoritaires, en combattant sur la ligne du front unique, au travers d'un réarmement politique impulsé par Lénine, le parti bolchévique a pu parvenir au pouvoir. Ils ont démontré que toutes les péroraisons sur le "coup d'État bolchévique" sont des falsifications.
Inlassablement, au contraire, les bolchéviques ont mené le combat pour unifier les masses, recueillir leur soutien majoritaire. Ils n'ont pas non plus mené le combat dans la seule perspective de construire leur parti, mais ont au contraire offert de s'unir avec tous les militants honnêtement révolutionnaires et ont remporté l'appui de larges fractions d'autres organisations ouvrières - comme l'"organisation inter-rayons" de Léon Trotsky, les socialistes-révolutionnaires de gauche et les anarchistes sincères, dont un grand nombre finirent par rejoindre le parti bolchévique.

Ce n'est que lorsqu'ils ont convaincu la majorité des ouvriers et paysans que les bolchéviques ont pris le pouvoir, l'histoire de la révolution russe le prouve: dès juillet 1917, à Petrograd, les ouvriers et les soldats s'étaient mobilisés par centaines de milliers pour exiger des Soviets qu'ils prennent le pouvoir. C'est à la jonction de la compréhension par la majorité du prolétariat russe qu'il fallait tout le pouvoir aux soviets et que ce pouvoir ne pouvait être atteint que si les bolchéviques prenaient la direction des soviets, que s'opère la possibilité de la victoire de la révolution russe. D'Avril à Octobre 1917, la tâche des bolchéviques peut se résumer dans l'opération de cette jonction. Ainsi, le parti bolchévique a permis que la révolution soit victorieuse, dans le rapport que souligne Trotsky:

> *"Ceux qui opposent l'abstraction des soviets à la dictature du parti devraient comprendre que c'est seulement grâce à la direction bolchévique que les soviets ont été capables de sortir de la boue réformiste et d'atteindre la forme d'État du prolétariat."*
>
> (article cité).

OCTOBRE 1917, PREMIER CHAPITRE DE LA RÉVOLUTION MONDIALE

Au pouvoir, les bolchéviques ont combattu pour la victoire de la révolution prolétarienne mondiale, non seulement en défendant becs et ongles la révolution russe, dont l'écrasement eût été une défaite écrasante pour l'ensemble des prolétaires du monde entier, mais dans le même temps en tentant, par la constitution de la III° Internationale, de former des partis révolutionnaires dans tous les autres pays.

C'est en mars 1919 que se tient le premier congrès de l'Internationale, malgré le blocus organisé par les impérialistes contre la Russie des soviets. En effet, le mot d'ordre des staliniens, celui du "socialisme dans un seul pays", n'a jamais été celui du Parti Bolchévique.

Ce qui a commencé avec 1917, avec la rupture du "*maillon le plus faible de l'impérialisme*" (Lénine), c'est la révolution mondiale pour l'édification du socialisme, pour la socialisation mondiale des moyens de production et l'organisation de cette production en fonction des besoins des masses.
Les conditions qui avaient conduit en Russie à l'effondrement du tsarisme n'étaient pas propres à la seule Russie: pour les soldats envoyés au front au compte des seuls intérêts bourgeois, pour les ouvriers et ouvrières surexploités des usines au nom de "l'effort de guerre", alors même que les profiteurs de guerre exhibaient leur patriotisme cynique, la première guerre mondiale avait été l'illustration brutale et meurtrière de ce qu'est l'impérialisme analysé par Lénine,

l'époque du capitalisme pourrissant, voué aux crises et aux guerres... mais aussi aux révolutions.
Pour les ouvriers du monde entier, "vainqueurs" comme "vaincus", rien n'avait été gagné. Dans le même temps où la révolution triomphait en Russie, une vague révolutionnaire déferlait sur l'Europe: crises révolutionnaire en Allemagne (1918 et 1923), en Italie (1919), constitution d'un gouvernement ouvrier en Hongrie (1919), grève générale en Grande-Bretagne (1919), grandes mutineries en France (1917)... Lénine et Trotsky, les dirigeants de la révolution russe, ont toujours, et dés avant la victoire en Russie, considéré que la victoire du prolétariat dans un pays capitaliste avancé, à commencer par l'Allemagne, était plus essentielle encore que ce qui se passait en Russie. Lénine a répété qu'il était prêt à "sacrifier" la révolution russe à la victoire de la révolution en Allemagne.

Les bolchéviques savaient qu'une Internationale Ouvrière Révolutionnaire était nécessaire. Ils savaient que la révolution d'Octobre ne se suffisait pas à elle-même, et ne survivrait pas si elle n'était pas suivie d'autres à brève échéance.

> *"Toutes les déclarations à ce sujet des dirigeants bolchéviques de 1917 à 1923, écrit encore Trotsky, conduisent à une seule conclusion : sans révolution en Occident., le bolchévisme sera liquidé, soit par la contre-révolution intérieure, soit par l'intervention étrangère ou par la combinaison des deux".*

Dès la faillite de la IIème internationale, qui avait voté les crédits de guerre en 1914, leur combat avait été de regrouper les révolutionnaires à l'échelle mondiale.

Les conditions de la guerre ne leur ont pas permis de forger à temps une direction révolutionnaire mondiale de la trempe du Parti Bolchévique, ce qui explique pour une large part le reflux de la vague révolutionnaire.

Les puissances impérialistes avaient bien compris ce à quoi elles devaient faire face: dès la fin de la guerre, à la conférence de Versailles, Lloyd George pouvait dire avec l'assentiment de tous que *"le principal ennemi, c'est le spartakisme"*.
Le sort de la révolution mondiale se concentrait en Allemagne: cependant, l'organisation révolutionnaire allemande, la Ligue Spartakiste de R. Luxembourg et K. Liebknecht, ne comprenait pas la tactique employée par les bolchéviques. Elle menait le combat en s'appuyant sur la seule fraction avancée du prolétariat - ceux qui comprenaient la nécessité de la prise du pouvoir. Dans ces conditions, la bourgeoisie allemande, s'appuyant sur la participation active des dirigeants social-démocrates majoritaires, a pu écraser la révolution, assassiner les révolutionnaires allemands, à commencer par Luxembourg et Liebknecht.
Le reflux de la vague révolutionnaire a permis à l'impérialisme de mener l'offensive contre la Russie soviétique: la paix de Brest-Litovsk (mars 1918) a été imposée par l'impérialisme allemand au prix de territoires immenses et très productifs.

Mais la bourgeoisie entendait bien procéder à l'éradication totale du pouvoir ouvrier: avec l'appui de toutes les grandes puissances, la guerre civile (1918-1921) a été provoquée. Elle a entraîné plus de 7 millions de morts, autant que la guerre mondiale. Et aujourd'hui, notamment le *"livre noir du communisme"* à l'aplomb inouï d'attribuer ces morts au "communisme"! Crapules!

"TERREUR ROUGE" CONTRE TERREUR BLANCHE

La Terreur Blanche a commencé avec l'appui direct, matériel et militaire, de toutes les plus grandes puissances. Pour la seule Sibérie, dès 1918, les forces impérialistes en présence se dénombraient par dizaines de milliers (73000 japonais, 60000 tchèques, 8000 américains, 2500 britanniques, 1500 italiens, 1000 français!). Dans le même temps, l'arrêt total des échanges avec la Russie était décrété. Les massacres systématiques perpétrés par les armées blanches s'apparentaient à ceux des Versaillais contre les Communards et préfiguraient les pires méthodes du fascisme et du nazisme: élimination des juifs, apparentés aux bolchéviques (150000 juifs massacrés par les Blancs en Ukraine pour la seule année 1919); dépérissement intentionnel des prisonniers de guerre (de mai à août 1918, en Finlande, 11783 prisonniers sont morts de cette "négligence" délibérée); massacres de masse (comme celui de Tavastehus qui fit 10000 victimes); viols collectifs; politique de "terre brûlée"...

La "Terreur Rouge" a donc dû être décrétée dans une situation où la Russie soviétique, largement amputée, était déjà dévastée par la guerre mondiale. L'État ouvrier devait faire face aux armées blanches et impérialistes, ainsi qu'au retournement terroriste des Socialistes-Révolutionnaires de gauche. Il devait faire face à un autre héritage de la Russie tsariste: la faim, la famine frappant des dizaines de millions d'hommes dans un pays où l'agriculture était profondément arriérée, un pays dans lequel le règne de l'absolutisme avait interdit qu'ai lieu même une réforme agraire de type démocratique-bourgeoise.

Ces fléaux étaient accrus encore après des années de guerre par la volonté d'asphyxie des affameurs impérialistes pour écraser la jeune république soviétique. Comment imaginer qu'il puisse être fait face à de tels obstacles dans la sérénité et la douceur de quelques remontrances! Le jeune État ouvrier assiégé dans les pires conditions ne pouvait se laisser aller à des tergiversations prétendument humanistes.
En réalité, si les "historiens", les "journalistes", les petits-bourgeois donneurs de leçons ne peuvent pardonner la Terreur Rouge, c'est précisément parce qu'elle a permis à l'État ouvrier de survivre. Et il en va ainsi de tout ce qu'ils voudraient présenter comme des épouvantails.

L'armée Rouge? Elle a été la première armée révolutionnaire! Contrairement aux armées "blanches" qui s'appuyaient sur l'impérialisme mondial et sur la dictature sanguinaire de ses "chefs", l'Armée Rouge puisait ses forces vives dans l'enthousiasme révolutionnaire des soldats bolchéviques et ouvriers, dans le soutien des populations qu'elle défendait. Ses premiers régiments ont été formés par des dizaines de milliers de volontaires. Pour la paysannerie que la réaction dépossédait de ses terres, pour les ouvriers, pour les minorités nationales et juive que les Blancs traquaient sans merci, l'Armée Rouge offrait un rempart. Face à l'autoritarisme et à la barbarie qui étaient de mise dans les armées blanches, l'Armée Rouge forgeait sa discipline dans l'abnégation révolutionnaire, dans la conscience politique des cadres bolchéviques qui l'encadraient, cadres auxquels les spécialistes militaires étaient subordonnés.

Trotsky lui-même, en tant que commissaire du peuple, a passé une grande partie de la guerre à soutenir directement les fronts les plus exposés. L'Armée Rouge n'avait pas peur d'instruire ses soldats: la culture, l'alphabétisation, l'approvisionnement du front en livres et brochures étaient considérés comme des tâches essentielles.

La Tcheka? Elle était la police politique du gouvernement soviétique, avait pour tâche de guetter et d'arrêter les infiltrations, les sabotages et les actes de terrorisme. Elle effectuait la surveillance (et le cas échéant la répression) des anciens fonctionnaires tsaristes, des terroristes SR, des profiteurs de guerre, des officiers, des dirigeants bolchéviques eux-même. Ces fonctions étaient évidemment indispensables; mais la Tcheka n'a jamais eu l'importance d'un KGB au service de la domination bureaucratique: elle s'appuyait comme l'Armée Rouge sur la conscience politique de ses meilleurs éléments. Elle s'appuyait sur le soutien de la population à qui elle rendait des comptes: ainsi, la vague d'exécutions après l'attentat organisé par le parti Socialiste-Révolutionnaire contre Lénine, après la signature des accords de Brest-Litovsk, a-t-elle été en bonne partie le fait des ouvriers et des marins de Cronstadt eux-mêmes. Tout cela ne fait qu'illustrer ce qu'expliquait Lénine: au contraire des États bourgeois, le jeune État ouvrier n'est un État fort que de la conscience des masses.

Quant aux prétendus "goulags" dont les Bolchéviques auraient été les instigateurs, dés 1918, bien avant Staline, il faut dénoncer là une parfaite escroquerie. Comme dans toute guerre, où sont faits prisonniers des soldats ennemis, la guerre à laquelle le jeune État ouvrier dut faire face eut ses prisonniers, et ses camps de prisonniers. Il est vrai que, du côté des Blancs, on ne s'embarrassait certainement pas de prisonniers. Les goulags ont réellement commencé avec Staline, et particulièrement à partir de la fin des années 20, avec les premières déportations de masse.

LA GUERRE CIVILE

Le Parti bolchévique a été contraint par toute une série de circonstances à prendre des mesures coercitives, draconiennes, exceptionnelles, brutales, pour sauver les conquêtes révolutionnaires en péril. Ces mesures étaient indispensables à la survie de l'État ouvrier.
Le "communisme de guerre" pratiqué jusqu'à la fin de la guerre civile, en 1921, n'était pas la "norme" du communisme mais l'instauration d'une rigueur extrême rendue indispensable par la dévastation totale du pays.
Pour permettre aux villes de survivre à la famine, des réquisitions forcées ont été instaurées sous l'égide de brigades d'ouvriers et de petits paysans. Pour permettre aux usines de tourner, le travail a été rationalisé, presque militarisé, sous l'égide des syndicats ouvriers. Si la famine, par la suite, a entraîné des soulèvements paysans contre les réquisitions, la responsabilité en revient à ceux qui ravageaient les campagnes.

Mais les révisionnistes zélés qui se disent "historiens" aiment à rechercher la source du mal en dehors du temps et de l'espace, dans les "racines" du bolchevisme. Un mélange de références historiques soigneusement choisies, de citations tronquées et de calomnies pures et simples permet le plus souvent de soutenir les propos de ces "experts". Et, de la dictature du prolétariat avancée par Lénine comme une nécessité incontournable, ils s'empressent de faire l'amalgame avec les mesures dictées par les conditions de la guerre civile.
Le supplément à *Libération* du 6/11/97 donne un exemple parfait de cette thèse grossière:

> *"Deux mois après le début de la guerre de 14-18, Lénine n'écrivait-il pas que "l'essence entière de notre travail (...) est de viser à la transformation de la guerre en guerre civile." qui n'est elle-même que "la continuation, le développement et l'accentuation de la guerre de classe."?*
> *La guerre civile n'est donc pour Lénine qu'une tentative réformiste qu'il faut dépasser au plus vite si l'on veut brûler l'étape de la "révolution bourgeoise". D'où le (facile) coup de force bolchevique d'octobre, qui n'est que le kidnappage de la révolution via l'entourloupe du fameux "tout le pouvoir aux soviets". La guerre civile chère au coeur de Lénine pouvait commencer."*

Une telle "méthode" n'a rien à envier à celles des procès staliniens de Moscou, ni aux pires méthodes policières. Il est vrai que les "journalistes" de *Libération* sont à bonne école : ce journal est à l'origine une feuille de propagande maoïste, une variante du stalinisme qui n'a jamais été en reste vis-à-vis de ses homologues du Kremlin quant aux falsifications et à la terreur contre-révolutionnaire. Comme l'a écrit Souvarine: "*Ce n'est pas parce qu'on change de trottoir qu'on change de métier*". Et comme on l'a dit à propos d'Aragon :"*Ce sont les jeunes putains qui font les vieilles bigotes*".

Seuls en effet des canailles, des ignorants, ou un mélange des deux, peuvent prétendre ignorer que la ligne des bolchéviques: "la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile", était celle de toute la seconde internationale! Cette orientation signifie: lutte intransigeante contre la guerre impérialiste, par les méthodes de la lutte des classes, sur la ligne synthétisée ainsi par le révolutionnaire allemand K.Liebknecht: "*l'ennemi principal est dans notre propre pays*".

Ce qui était "*cher au cœur*" de Lénine et des bolchéviques et de tous les vrais internationalistes, c'était de hâter la fin de la boucherie impérialiste, des millions d'ouvriers et de paysans s'entre-tuant en masse pour le compte des intérêts des puissances capitalistes, qui ne sont pas les leurs.
La victoire de la révolution d'octobre, puis la révolution allemande de 1918, ont arrêté la guerre: la guerre impérialiste s'est transformée en guerre civile, classe contre classe.

La guerre civile en Russie a été lancée par les grandes puissances capitalistes. Elle a démontré la nécessité de la dictature du prolétariat instaurée après Octobre 1917.
Car la prise du pouvoir ne résout pas spontanément les contradictions de classes: seul le développement de la production sur des bases nouvelles, permettant la satisfaction progressive des besoins de tous, peut permettre l'émergence d'une société sans classes. Cela exige l'arrivée au pouvoir du prolétariat à l'échelle internationale, puis mondiale.

Dans un premier temps, sur la base de l'État antérieur, la classe ouvrière doit bâtir son propre État; elle doit imposer sa dictature aux ex-classes dominantes et face à l'ennemi

impérialiste. L'établissement de cette dictature pouvait être plus ou moins coercitif, et les conditions de la guerre pouvaient laisser supposer qu'une guerre civile serait nécessaire à la prise du pouvoir - ce que le pourrissement du régime tsariste avait d'ailleurs écarté.

En fait, après octobre, l'indigence politique, militaire et numérique de la contre-révolution avait pour un temps permis l'instauration d'une "dictature" extrêmement peu contraignante. Mais l'écrasement de la première vague révolutionnaire allemande et le déclenchement de la Terreur Blanche ont imposé la nécessité d'une dictature plus draconienne.

LA DICTATURE DU PARTI

Un aspect particulier de la révolution russe, corollaire à la "Terreur Rouge", constitue la "preuve" favorite des procureurs anti-bolchéviques pour nier son rôle de défenseur des intérêts ouvriers, comme pour nier toute différence entre bolchevisme et stalinisme: le passage de la dictature du prolétariat à celle du Parti Bolchévique, ou plus précisément le fait que c'est le parti bolchévique seul qui a dirigé l'État ouvrier issu de la révolution, au compte du prolétariat.

La guerre civile, remportée par les Bolchéviques, s'était faite au prix le plus lourd, la Russie était presque agonisante, le prolétariat était pratiquement détruit physiquement. La révolution ne pouvait plus s'appuyer que sur le seul parti bolchévique, en comptant une nouvelle vague révolutionnaire en Europe, en comptant sur l'immense travail accompli sous la direction de ce parti dans les congrès de l'Internationale communiste pour résoudre la question clé: celle de la direction révolutionnaire dans les pays d'Europe.
La dictature du parti avait du être décrétée dans ces conditions critiques. Trotsky a justifié les mesures d'interdiction envers les autres partis, et l'interdiction des fractions dans le parti bolchévique :

"En ce qui concerne l'interdiction des autres partis soviétiques, elle ne découlait d'aucune "théorie" du bolchévisme, mais constituait une mesure de défense de la dictature dans un pays arriéré, dévasté, entouré d'ennemis. Pour les bolchéviques, il fut clair, dés le début, que cette mesure, complétée plus tard par l'interdiction des fractions à l'intérieur du parti dirigeant lui-même, signalait un énorme danger. La racine de ce danger ne résidait pas cependant dans leur doctrine ou leur tactique, mais dans la faiblesse matérielle de la dictature, dans les difficultés de sa situation intérieure et extérieure. Si la révolution avait vaincu, il n'y aurait plus eu nécessité d'interdire les autres partis soviétiques.

Il est absolument indiscutable que la domination d'un parti unique a servi comme point de départ juridique au régime totalitaire stalinien. Mais la raison d'un tel développement ne réside pas dans le bolchévisme ni dans l'interdiction des autres partis comme mesure de guerre temporaire, mais dans la succession des défaites du prolétariat en Europe et en Asie." (Texte cité)

DES "*INVALIDES MORAUX*"

Mais pourtant, nombreux sont ceux qui se réclament du marxisme et du trotskysme et qui "découvrent" avec une touchante naïveté un nombre incroyable d'erreurs commises par les bolchéviques. Dans le *programme de transition*, Trotsky qualifiait cette espèce d'individus "*d'invalides moraux*". Il n'est en réalité pas besoin de détailler l'ensemble de ces positions qui pullulent dans "l'extrême-gauche": en effet, l'ensemble de ces arguments a été concentré il y a presque trente ans par feu Ernest Mandel, (dont le pseudonyme était Germain), figure de proue du révisionnisme qui a liquidé la Quatrième internationale. Il écrivait dans sa brochure: "*De la bureaucratie*" :

> *"Si le parti bolchévique avait compris le problème à temps au début des années 20, en autorisant l'existence des fractions dans le parti bolchévique et celles de plusieurs partis soviétiques, s'il avait en même temps systématisé certaines formes d'autogestion, dans les entreprises, la résistance à la bureaucratie aurait été infiniment plus grande".*

Les bolchéviques seraient donc responsables en grande partie du stalinisme, même si c'est involontairement ("trotskysme" oblige). Que répondre à de telles accusations?

Simplement ce que Stéphane Just écrivait dans *Défense du trotskysme 2*, en 1971 (pp 271-272).

> *"L'interdiction des fractions au sein du parti bolchévique, des partis que Janus-Germain-Mandel appelle "soviétiques" étaient des mesures exceptionnelles, tragiques mais indispensables au début des années 1920, afin de sauver le cœur de la révolution, le parti bolchévique.*
> *En les circonstances historiques données - celle d'un premier reflux du prolétariat mondial, de l'épuisement physique et psychique du prolétariat de l'URSS, de sa dislocation, de sa quasi-disparition - le parti bolchévique concentrait en lui les intérêts historiques du prolétariat de l'URSS et du prolétariat mondial.*
> *La contre révolution montait de partout à l'intérieur des soviets; les partis que Janus-Germain-Mandel appelle "les partis soviétiques" étaient des agences de l'impérialisme, et s'apprêtaient à détruire l'État né de la révolution d'octobre. A l'intérieur du parti, les forces centrifuges tendaient à le disloquer sous la pression de la contre-révolution montante. Des mesures d'urgence, des mesures d'exception étaient indispensables pour sauver l'État et sauver le parti, le seul support possible - en raison de la dislocation de la classe ouvrière, de son épuisement physique, psychique - de l'État ouvrier.*
>
> *La dialectique historique a mis le parti le plus révolutionnaire du prolétariat face à la plus tragique des situations: sauver l'État ouvrier né d'octobre, de la révolution prolétarienne, alors que la base sociale, par suite de la guerre civile et de l'isolement de la révolution russe, de cet État se liquéfie, disparaît presque. N'en déplaise à l'infâme petit-bourgeois Janus-Germain-Mandel, et à tous ses congénères, la direction du parti bolchévique y est parvenue.*

Elle ne pouvait cependant faire des miracles. Sous la forme de la bureaucratie naissantes, l'ennemi était également dans la place.
Privé de ses fondements sociaux, l'État ouvrier dégénérait. Ses racines politiques privées du terreau prolétarien, de la substance sociale ouvrière, l'osmose avec un prolétariat quasi-liquéfié rompue, le parti devenait malade, s'infectait, la scrofulose bureaucratique se développait, s'emparait de lui, allait finir par le détruire. La bureaucratie montante se référait aux mesures d'exception, mais elle modifiait radicalement leur contenu et leurs formes. Elle élaborait la théorie du "monolithisme du parti", sœur jumelle de la "construction du socialisme en un seul pays". Du temps de Lénine, l'interdiction provisoire des fractions n'empêchait pas les plus vives discussions à l'intérieur du parti, qui de plus s'exprimaient publiquement. Ne pas prendre ces mesures d'exception revenait à rendre à l'ennemi la place avec armes et bagages. Il reste qu'elles étaient un remède de cheval, tout aussi indispensables à l'instant, que dangereuses à la longue. Mais ce n'est pas de cela que le parti bolchévique est mort.

Ces mesures évitèrent sa dislocation: le parti, malade certes, envahi par la bureaucratie certes, continua à vivre. Il fallut plus de dix ans à la bureaucratie pour le détruire comme parti bolchévique. La bataille politique de l'opposition de gauche put prendre naissance et se développer à l'intérieur du parti.

Bien que finalement défaite, l'opposition de gauche à l'intérieur du parti bolchévique, partie saine d'un organisme qui se gangrenait, défendit les intérêts du prolétariat. Elle empêcha la bureaucratie parasitaire de liquider les conquêtes d'Octobre, la propriété étatique des moyens de production, le monopole du commerce extérieur. (...) la tradition du bolchévisme fut sauvegardée, le programme de la révolution prolétarienne fut défendu et enrichi. De l'opposition de gauche à la IV° Internationale le cadre politique d'organisation nécessaire au programme se constitua."

VICTOIRE DE LA CONTRE-RÉVOLUTION BUREAUCRATIQUE

La dictature du parti s'était imposée comme une mesure tragique et transitoire, dans l'attente de la régénérescence du prolétariat. La réaction petite-bourgeoise se reflétait au sein même du Parti Bolchévique, nécessitant un durcissement de son fonctionnement interne et l'interdiction des fractions. Seule l'arrivée au pouvoir du prolétariat dans un autre pays pouvait permettre aux bolchéviques de remporter une victoire décisive sur la petite-bourgeoisie. Dans les limites de la seule URSS, inévitablement les contradictions deviendraient intenables. La nouvelle politique économique, la N.E.P., lancée en 1921, était un recul nécessaire: appel au marché, fin des réquisitions contre les paysans et impôt en nature. Avec elle revenaient "*messieurs les exploiteurs: spéculateurs, marchands, concessionnaires*" (Trotsky - *Ma Vie*). Mais ce n'était qu'une solution transitoire. En effet, comme Trotsky l'explique dans *La Révolution trahie*:

> *«Le jeune Marx écrivait deux ans avant le Manifeste Communiste: "...le développement des forces productives est pratiquement la condition première absolument nécessaire (du communisme) pour cette raison encore que l'on socialiserait sans lui l'indigence et que l'indigence ferait recommencer la lutte pour le nécessaire et par conséquent ressusciter tout le vieux fatras...". » (« La Révolution Trahie »* page 480 du recueil « *De la révolution»).*

Donc, dans le cadre de la seule URSS, seul pouvait réapparaître en bout de compte "le vieux fatras". Telle est l'explication fondamentale du développement de la bureaucratie, et en aucun cas le bolchévisme ou sa politique. Sur la base de la misère, de la liquéfaction du prolétariat, prenant un élan avec la démobilisation de l'armée rouge qui répandit dans toutes les sphères de la société les méthodes qui avaient permis de gagner la guerre civile, "*une puissante caste de spécialistes de la répartition se forma et se fortifia grâce à l'opération nullement socialiste qui consistait à prendre à dix personnes pour donner à une seule*" (idem).

Tout dépendait du sort de la seconde vague révolutionnaire qui déferlait en Europe, donc de l'aptitude des dirigeants de la IIIème Internationale à nourrir et à orienter le mouvement des masses. Dans une situation où à la fois les partis communistes étaient encore jeunes et inexpérimentés, imprégnés de social-démocratisme, et où à la fois s'exprimaient déjà dans l'Internationale les contradictions qui existaient au sein de l'URSS la seconde révolution allemande (1923) n'a pas pu aboutir du fait de l'orientation opportuniste imprimée aux communistes allemands. C'était un tournant décisif: les bolchéviques comprenaient parfaitement que cela signifiait plusieurs années d'isolement pour l'URSS.

La mort de Lénine en 1924 devait porter un coup terrible à l'avant-garde révolutionnaire. Lénine avait, notamment depuis 1922, au XIème Congrès du parti bolchévique, dénoncé les progrès de la bureaucratie dans les rangs du parti, et formé par la suite avec Trotsky une fraction secrète contre Staline, en qui la bureaucratie naissante reconnaissait de plus en plus son chef, lui qui se situait à la tête de l'organisme où la jonction entre le parti et la bureaucratie de l'appareil d'État était la plus forte: le secrétariat à l'organisation. Tandis qu'enflait une campagne contre le "trotskysme", exhumant les divergences anciennes et dépassées entre Lénine et Trotsky, prises hors contexte (ou en inventant au besoin), la bureaucratie montante posait aux épigones, aux suivistes moutonniers. Staline, bien qu'ayant eu de nombreuses divergences avec Lénine, s'était bien gardé de les afficher devant le parti. Ce qui n'avait pas empêché Lénine de saisir le danger et de rompre avec lui peu avant de mourir.

Privée de son chef, la direction du parti se voyait ouvertement divisée entre fractions reflétant les tensions sociales: la bureaucratie, était représentée par Staline; les "nepmen", les profiteurs de la nouvelle politique économique, se retrouvaient derrière Boukharine. L'avant-garde révolutionnaire, derrière Trotsky, puis Zinoviev et Kamenev, se trouvait de plus en plus cantonnée à l'impuissance. La politique stalinienne d'intégration des communistes chinois au Kuomintang nationaliste bourgeois de Tchang-Kaï-Tchek sabota la révolution de 1924-1927 en Chine, portant par là même un coup décisif aux chances de survie du Parti Bolchévique comme parti révolutionnaire.

CE N'EST PAS LE SOCIALISME QUI A FAIT FAILLITE: C'EST LE STALINISME

Le stalinisme n'était pas "l'héritier" d'Octobre. Il s'est construit sur la base de fonctionnaires petits-bourgeois, de bureaucrates qui avaient investi l'État ouvrier et aspiraient à la "paix", c'est-à-dire à la contre-révolution. Cette bureaucratie a trouvé sa principale expression politique dans la théorie *du "socialisme dans un seul pays"* totalement étrangère au bolchevisme, qui était l'expression de cette volonté qu'avaient les bureaucrates de laisser la révolution où elle en était, c'est-à-dire au point mort. Pour cela, il leur a fallu liquider le bolchevisme.
Le stalinisme s'est construit en organisant la liquidation du Parti Bolchévique. Une longue lutte a été menée qui a abouti à l'exil de Trotsky, à la déportation de milliers de cadres révolutionnaires et aux Procès de Moscou qui, par la torture, et les falsifications ont cherché à discréditer, et ont exterminé, les véritables bolchéviques.

Toute la politique des staliniens a consisté, de plus en plus consciemment, à saboter les mouvements révolutionnaires. En Allemagne, en 1933, au nom de la lutte contre la social-démocratie, rebaptisée "social-fascisme", la bureaucratie interdit le front unique des organisations ouvrières contre le nazisme, permet l'écrasement du prolétariat. Le soutien des partis de la III° Internationale à cette politique criminelle marque son passage décisif du côté de l'ordre bourgeois.
Même combat contre-révolutionnaire en Espagne (1936), par l'association sous le signe du "front populaire" à des dirigeants bourgeois au nom de la "République", et par la liquidation physique des militants des autres organisations ouvrières (PSOE, CNT-FAI et POUM). En usurpant le nom de "communisme" aux yeux des prolétaires du monde entier, la bureaucratie du Kremlin a en fait systématiquement combattu, en accord et en subordination à l'impérialisme, toute possibilité pour les ouvriers d'aller vers le socialisme. Pourquoi? Parce que tout développement sérieux de la révolution mondiale sapait la base sociale même de la bureaucratie: l'isolement de la révolution dans un seul pays arriéré, le régime policier inspiré du fascisme qui lui était nécessaire en tant que caste parasitaire pour maintenir sa domination contre le prolétariat.

Mais dans le même temps, les conquêtes sociales d'Octobre subsistaient à travers l'existence de la propriété étatique des moyens de production qui offraient un point d'appui aux ouvriers des pays capitalistes pour s'engager vers le socialisme. C'est ce qui explique que dans de nombreux pays (Europe de l'Est, Chine, Corée, Vietnam, Cuba), l'expropriation des capitalistes ait été imposée par des processus au cours desquels la bureaucratie et les partis petits-bourgeois qui la défendaient ont confisqué aux masses tous les éléments du pouvoir auquel celles-ci aspiraient par la répression, la mise en place d'un cadenassage policier et politique.
La bureaucratie stalinienne s'est encore illustrée par la répression féroce des ouvriers de Berlin-Est (1953), de Hongrie (1956), de Tchécoslovaquie (1968), de Pologne (1981) exprimant tous le mouvement vers la révolution politique, pour établir un véritable pouvoir ouvrier.

Les mouvements qui ont explosé en 1989 procédaient eux aussi d'une vague révolutionnaire pour le renversement de la bureaucratie stalinienne, dans des conditions où la pression économique de l'impérialisme et la course aux armements avaient ruiné les dictatures bureaucratiques. Ce mouvement s'est appuyé sur la haine des masses à l'égard de ces dictatures staliniennes. Mais des décennies d'emprise contre-révolutionnaire ont abouti dans ces pays à la perte totale des traditions politiques du bolchevisme: en Chine, la bureaucratie a pu écraser le mouvement par la répression sanglante de la place Tien-an-Men; en RDA, en Roumanie, en URSS... ce sont des franges de la bureaucratie elle-même qui, faute de Partis Ouvriers Révolutionnaires, ont égaré un mouvement désorienté. C'est dans l'absence d'une perspective révolutionnaire, et non par une "victoire de la démocratie", que la voie a été ouverte à la restauration capitaliste.

LE PROLÉTARIAT, LA JEUNESSE REPRENDRONT LA VOIE DU COMBAT POUR LE SOCIALISME

Quelles que soient les défaites qui ont été infligées aux masses, la révolution d'Octobre a ouvert la voie. Octobre 1917 a montré qu'il était possible de prendre le pouvoir et de construire un État ouvrier dans la perspective de la révolution mondiale. Toutes les campagnes à la gloire de la "démocratie" bourgeoise, de "l'économie de marché" triomphante ne peuvent masquer aux masses la monstrueuse réalité du capitalisme: l'offensive continue contre l'ensemble des conditions de vie de la classe ouvrière, des chômeurs par millions, la misère qui frappe les trois quarts de la planète, l'exploitation de plus en plus intense, l'oppression, les guerres.

La dislocation de l'URSS constitue une défaite majeure pour la classe ouvrière à l'échelle mondiale. Il faudra de longues années de lutte pour que se dégagent à nouveau des organisations de la trempe du Parti Bolchévique.
Mais la bureaucratie et l'impérialisme conjugués ne sont jamais parvenus à détruire les acquis politiques et organisationnels du bolchevisme. La IVème Internationale de Trotsky a réussi à transmettre ces acquis à plusieurs générations de militants. Malgré la dislocation de cette Internationale, malgré la liquidation du Parti Communiste Internationaliste qui incarnait la continuité de la lutte pour sa reconstruction, la lutte pour la construction de Partis et d'une Internationale Ouvrière Révolutionnaire n'a jamais été annihilée.

L'ordre du jour reste celui qui était posé en 1917, parce qu'il est toujours imposé par l'alternative "*Socialisme ou Barbarie*". Le capitalisme a depuis longtemps épuisé ses capacités: "l'utopie" n'est pas de combattre pour le socialisme, mais de croire que la crise, le chômage, les guerres et tous les fléaux qui accompagnent l'époque impérialiste se résoudront d'eux-mêmes, comme des maux aussi inéluctables que passagers.

Pour répondre aux aspirations de l'humanité toute entière, il est nécessaire d'en finir avec le capitalisme, de détruire les États bourgeois, d'exproprier la bourgeoisie sur la base d'États ouvriers. Cela implique de construire un Parti Ouvrier Révolutionnaire, une Internationale ouvrière Révolutionnaire. "*La rénovation du mouvement se fait par la jeunesse*" rappelle le *programme de transition*. C'est ce combat, éclairé par l'expérience historique de la révolution d'Octobre, que mènent les étudiants révolutionnaires regroupés autour de l'*Insurgé*.

Le 24/01/98

SOMMAIRE

COMBATTRE POUR LE SOCIALISME N°71 - 2 MARS 1998

ÉDITORIAL:
COMBATTRE POUR LA RUPTURE DES ORGANISATIONS OUVRIÈRES (PARTIS ET SYNDICATS) AVEC LA BOURGEOISIE, AVEC LE GOUVERNEMENT P.1

ON NOUS COMMUNIQUE: APPEL D'ÉTUDIANTS DE CLERMONT-FERRAND P.8

ENSEIGNEMENT PUBLIC: POUR DÉFENDRE LES STATUTS, OBTENIR LES POSTES, IL FAUT AFFRONTER ET VAINCRE LE GOUVERNEMENT JOSPIN-GAYSSOT-CHEVÈNEMENT-VOYNET-KOUCHNER P.9

CPS SUPPLÉMENT ENSEIGNEMENT PUBLIC: P.13

APRÈS LE VOTE DE LA LOI DITE "DES 35 HEURES" P.15

DÉCLARATION DU COMITÉ: RETRAIT DU PROJET DE LOI DIT "DES 35 HEURES"! P.18

COMMUNIQUÉ: LIBÉRATION IMMÉDIATE DES DIRIGEANTS D'HERRI BATASUNA P.20

IUT: LES ÉTUDIANTS ONT ENGAGÉ LE COMBAT CONTRE LA "RÉFORME" DES IUT DU GOUVERNEMENT, LES DIRIGEANTS DE L'UNEF-ID ET DE L'UNEF-SE ONT SOUTENU LE GOUVERNEMENT P.21

80° ANNIVERSAIRE DE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE:
VIVE LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE! VIVE LE PARTI BOLCHÉVIQUE! P.25

BULLETIN D'ABONNEMENT À "COMBATTRE POUR LE SOCIALISME"

10 NUMÉROS: 100 FRANCS

NOM:..... PRÉNOM:.....

ADRESSE:.....

CODE POSTAL:..... LOCALITÉ:.....

Envoyer à: J.SELLERON - 55 quai de Dion Bouton - 92800 PUTEAUX

Directeur de la publication: Olivier LESTANG - Commission paritaire n°67187 - n°ISSN: 0763790X - Imprimerie spéciale